

Revue européenne  
des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

## Revue européenne des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

XL-122 | 2002

Sociologie et sociologues : pour quoi faire ?

---

# Fragments d'un livre d'histoire de la sociologie

La sociologie : à bout de souffle, à la dérive ou en déroute ?

Giovanni Busino

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/632>

DOI : 10.4000/ress.632

ISSN : 1663-4446

### Éditeur

Librairie Droz

### Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2002

Pagination : 67-118

ISBN : 2-600-00679-6

ISSN : 0048-8046

### Référence électronique

Giovanni Busino, « Fragments d'un livre d'histoire de la sociologie », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XL-122 | 2002, mis en ligne le 09 décembre 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/632> ; DOI : 10.4000/ress.632

---

Giovanni BUSINO

## FRAGMENTS D'UN LIVRE D'HISTOIRE DE LA SOCIOLOGIE

### La sociologie : à bout de souffle, à la dérive ou en déroute?

Inquiétante et bizarre situation que celle de la sociologie dans les Universités européennes et surtout en Suisse.

Même le mot s'y est tellement métamorphosé, au fil de ces dernières années, qu'il a fini par devenir synonyme de travail social, d'action sociale, voire de politique sociale. Le sociologue, lui, y est perçu comme une sorte de médecin des organisations malades, de thérapeute des relations de groupe, d'analyste de tous les problèmes sociaux (la vieillesse, la famille, la pauvreté, le chômage, l'exclusion, la drogue, la démocratisation des études, les étrangers, etc.), voire comme l'assistant social de la société « en crise ».

A lire la presse et à écouter les radios, le sociologue serait le conseiller, peu écouté, il est vrai, du Prince, l'assistant social de la « bonne » Société. Pour nos gouvernants et chefs d'entreprises le « véritable » sociologue est « constructif », il doit, grâce à ses recherches, favoriser la transformation « positive » de la société, l'adaptation des comportements des uns et des autres aux exigences de l'organisation sociale. Pour échapper aux gémonies réservées aux Jean Ziegler, il doit concéder que les conflits sont toujours, ou presque, néfastes, absurdes, marqués par des fausses oppositions, et accorder que le consensus reste préférable, en toutes circonstances, aux dissensions.

L'image de la sociologie et du rôle du sociologue véhiculée par ce pragmatisme gestionnaire est celle du médecin-thérapeute de la Société, du spécialiste de la rationalisation des rapports sociaux, du conseiller des politiciens et des chefs d'entreprises, du fabricant de sondages. Sa fonction principale consiste à constituer des « bons » dossiers, à construire des « beaux » tableaux, à tracer des « véridiques » états de l'opinion publique, à proposer des solutions « positives », celles susceptibles d'aider à prévenir et puis à « bien » gérer les problèmes sociaux contemporains.

En d'autres termes, la sociologie doit être « utile », efficace, salutaire et le sociologue sustenter en priorité l'ordre social établi. En conséquence, il doit prendre garde à ne pas affaiblir les appareils d'obligations et d'interdits sociaux ordinairement camouflés, à ne pas trop « pinailler » à propos des écarts entre les valeurs professées (par exemple, l'égalité) et la réalité de la vie sociale (par exemple, les inégalités), entre les finalités affichées et les moyens employés, entre les exigences de notre vie de tous les jours et les asservissements charroyés par la mondialisation des marchés et par la globalisations des styles de vie.

La sociologie d'aventure, strictement contrôlée, de la pensée, d'approche intellectuelle charnière entre la philosophie et l'histoire, voire entre toutes les humanités, s'est peu à peu métamorphosée en sociographie, en une activité

assemblant, rapprochant et composant les « faits » délaissés par l'économie, la politologie et la psychologie, évitant de porter des jugements contraires aux valeurs dominantes et aux interprétations qui s'en réclament. De science et conscience de la Société, la sociologie est devenue ainsi une pratique, parmi tant d'autres, nécessaire à la gestion efficiente des sociétés bureaucratisées.

Au nom de faits « construits », de conditions et de causes supputées ou inférées, les sociologues, grâce à l'énorme masse de publications « grises » qu'ils produisent, grâce aux innombrables rapports de recherche transformant, aux yeux des naïfs, les choix politiques, inéluctablement arbitraires, en choix techniques, plus ou moins objectifs, exercent désormais une fonction de management des inerties et des mirages de sociétés de plus en plus incapables de prendre en main leur avenir, de fabriquer des idéaux et de l'espérance.

Produisent-ils pour autant des savoirs et des connaissances comme ceux que les Max Weber, les Georg Simmel, les Emile Durkheim et les Vilfredo Pareto nous légués naguère ? Peuvent-ils les produire, aujourd'hui, alors même que la société les exhorte à être des empiristes, des simples documentalistes, alors même que les organismes pour le financement des recherches privilégient les projets immédiatement pragmatiques, « utilisables et rentables », et que les Universités, pour obtenir les moyens financiers à leur subsistance s'évertuent à fabriquer une panoplies de services, tels que la desserte des collectivités publiques et privées, la formation continue, la recherche commanditée par l'industrie, les expertises et les consultations pour le compte de tiers ? Lorsqu'on pousse des enseignants et des chercheurs à devenir managers, chasseurs de commandes, vendeurs de services, comment peut-on maintenir vivante, à côté de la pensée qui calcule, propre aux sciences instrumentales, une pensée qui médite et réfléchit, une pensée capable de *Gelassenheit* ?

Répondre à ces questions reviendrait à s'interroger sur la crise d'identité de notre société, sur son incapacité à élaborer des perspectives et à reconstruire ses repères, sur son obsession pour l'efficacité pragmatique et la rentabilité instantanée, sur son aveuglement à ne prendre en compte que les aspects économico-financiers de tous les problèmes politico-sociaux. Et ça reviendrait également à s'interroger sur les politiques publiques de la science, sur la gestion des subsides à la recherche ainsi que sur le progressif renoncement des Universités à leur mission essentielle (transmettre et accroître le savoir et la culture, apprendre à apprendre, développer le jugement et le sens critique, nous faire prendre conscience du lien qui existe entre la société, sa culture, les langages des sciences et les pratiques sociales).

En attendant le moment où une réflexion de fond sur la politique de la science en Europe et en Suisse et sur la mission des Universités européennes et suisses à l'aube du troisième millénaire puisse enfin avoir lieu, que pouvons-nous faire de concret pour éviter que la véritable tradition du savoir sociologique, né comme science et comme conscience des hommes en société, ne se trouve pas réduite à bout de souffle, ou à la dérive, ou en déroute ?

Il faut lutter fermement afin que la sociologie historique et réflexive ne soit pas éliminée de nos Universités au seul profit de la sociologie empirique et analytique, que les études sociologiques ne deviennent pas une branche de la filière « gestion et administration », que les projets de recherche non utilitaires, non finalisés vers des applications, ne soient pas systématiquement écartés.

Il faut rappeler infatigablement que la sociologie doit travailler de concert avec l'histoire et avec la philosophie. Notre présent est le produit du passé, la permanence de ce dernier donne sa configuration au présent, en fait ce qu'il est actuellement. Cette permanence du passé dans le présent est la charpente de notre conscience, de notre identité sociale, des institutions, des valeurs, des normes; elle est l'échelas des structures sociales actuelles.

Les hommes créent un monde d'objets, de significations, de contraintes dans la durée. Ils en assurent la stabilisation et la permanence grâce aux institutions. Celles-ci deviennent peu à peu des sujets qui transforment leurs créateurs en objets. Nous créons les règles, les valeurs, les signes; nous agissons au travers d'eux. Ils condensent et parfois cristallisent les expériences sociales. Le recours quasi automatique à ces expériences facilite l'action individuelle et collective, ordonne la vie sociale, facilite les interactions, fixe le champs du possible, préserve les énergies et stimule les motivations et les orientations.

Ce monde construit se place, au cours des années, devant nous comme un monde indépendant de nous, implacable dans sa propre autonomie et dont la destinée peut parfois différer de celles des sujets individuels. D'où la duplicité de l'action sociale: elle est choix et contrainte à la fois mais dans le temps. Cela signifie que l'action dépend des situations historiques auxquelles le sujet est confronté. Notre condition historique nous donne le cadre de nos expériences, façonne nos conduites, facilite certains comportements. Dès lors sociologie et histoire sont les deux faces d'une même médaille. Elles s'occupent des mêmes réalités et rendent compte des mêmes processus, c'est-à-dire des pourquoi et des comment les hommes vivent ensemble, produisent des significations, donnent du sens à des choses qui autrement n'en auraient point, créent des mécanismes pour légitimer et faire valoir des choix arbitraires, pour les perpétuer, les changer, les échanger, pour donner un *ordre* là où il n'y avait qu'insignifiance et indifférenciation, inconsistance et contingence.

S'il est constitutionnellement impossible d'arracher la sociologie à l'histoire, qu'est-ce qu'a finalement engendré la séparation et puis l'évolution concurrentielle de ces disciplines? Assurément la croyance que la société contemporaine est une société radicalement nouvelle, que la modernité produit un progrès indéfini, que la science peut résoudre tous les problèmes, que les sociétés humaines peuvent être façonnées selon des projets volontaristes.

Aussi longtemps que la sociologie n'a eu qu'à produire des informations pour rénover les significations existantes, pour rendre compte des classes sociales, des luttes de classes, des processus de bureaucratisation, son infirmité et son impuissance n'étaient pas immédiatement décelables. Les travaux sociologiques ont servi à alimenter les débats de l'époque, à donner l'illusion de la rationalité et de la scientificité, voire même de la technicité, à des projets, à des choix, à des décisions souvent purement superfétatoires. La sociologie de l'éducation, celle de la modernisation, celle des communications de masse et du travail ont dit rien sur tout et dans leur aimable insignifiance tant de travaux ont admirablement confirmé la remarque que le poète Henri Michaux faisait à propos de la philosophie: «Les philosophes d'une Nation de garçons-coiffeurs sont plus profondément garçons-coiffeurs que philosophes.» Puis sont arrivés les bouleversements de la mondialisation, la crise de l'État fiscal, les réductions budgétaires, la suppression de postes..., tout ce que pudiquement on a nommé la «crise». Plus de faux miroirs, plus de mirages. Toutes les illusions d'antan ont été vite balayées...

Saurons-nous collectivement prendre conscience du fait qu'il y a des innombrables disciplines de gestion et d'administration et qu'il faut laisser à la sociologie une autre tâche, plus essentielle, celle de réfléchir aux lignes de forces de ce nouveau monde en train de surgir?

Espérons-le, car la sociologie peut contribuer à identifier les nouveaux possibles, car elle est un instrument de libération de ce présent, qui prétend organiser l'unique forme de vie possible, l'unique et exclusive réalité. Une pensée qui médite et réfléchit, une sociologie réflexive permettra de saisir les logiques de ce monde en bouillonnement, de mettre en question nos immobilismes et enfin de nous faire comprendre les changements de civilisations auxquels nous assistons inactifs et sans la détermination de les maîtriser.

## SOCIOLOGIE DES INTELLECTUELS

Les questions centrales et non encore résolues de la sociologie des intellectuels sont les suivantes: comment définir les intellectuels et leur rôle? Constituent-ils un groupe unifié ou en cours d'unification, éventuellement forment-ils un sujet collectif?

Bien que le concept soit polysémique et ses contours flous, qu'il ne renvoie pas à un groupe empiriquement repérable, il faut toutefois constater que des agents sociaux se considèrent « intellectuels » et sont reconnus en tant que tels. Contrairement aux concepts construits, définis par des caractéristiques permettant de différencier les catégories entre elles, constituant des entités logiques nettement délimitées, ici on a une catégorie sémantique du langage naturel sans frontières délimitées, qui renvoie à des agrégats faibles, à des ensembles flous, à des prédicats polymorphes, à plusieurs types d'exemples paradigmatiques. Dès lors le concept peut être utilisé en des sens différents, de façons disparates, selon les situations et/ou les conjonctures, voire même les diversités des personnes, des propriétés et des intérêts.

La sociologie des intellectuels analyse le processus ininterrompu de production et de reconstruction de ce groupe flou et polymorphe, elle en examine les transformations des représentations sociales, les évolutions et les transmutations des rôles, des fonctions et des significations.

Les travaux sociologiques sur les intellectuels débutent avec la sociologie de la connaissance de Karl Mannheim. Ce dernier en marque la spécificité en partant de deux présupposés: 1. Dans chaque société existent des groupes sociaux auxquels incombe la tâche d'élaborer une conception du monde et de la vie; 2. Entre le caractère général d'une société et le type de savoir, il y a un rapport précis: les formes des savoirs constituent également des formes d'organisation sociale. Ils ont la fonction, à la fois critique et constructive, de conduire la société, puisqu'ils possèdent la faculté d'identification et d'empathie à l'égard des personnes, la faculté de comprendre la complexité des situations, le pluralisme des vérités et des sagesse ainsi que la capacité d'élaborer des réalités discursives et des activités communicationnelles.

Par la suite F. Znaniecki a fait du travail des intellectuels une profession (découvrir la vérité avec des procédures rationnelles, systématiser les découvertes, les adapter aux besoins sociaux, les transmettre et les défendre), profession

que T. Parsons et E. Shils enchâssent dans le marché et qu'ils lient aux besoins sociaux que le fonctionnement du dit marché met en évidence. Charles Kadushin a fait l'inventaire des processus de professionnalisation de toutes les activités intellectuelles, Ronald Gross et Paul Osterman annoncent l'arrivée de nouveaux intellectuels, tandis que Russel Jacoby proclame la fin des intellectuels, c'est-à-dire d'« hommes d'idées connus du public, qui s'adressent à l'ensemble de l'opinion ou à une audience cultivée ». L'expert aurait éclipsé l'intellectuel, l'université l'aurait transformé en bureaucrate, les mass-médias en amuseur. Pris dans le monde de l'éphémère et du « prêt-à-penser », l'intellectuel médiatique doit avoir un avis sur tout, dire et écrire n'importe quoi sur tout.

Cette mise en question a son origine dans la modification du rapport que l'intellectuel a jusqu'ici entretenu avec la société, la politique, les valeurs abstraites (Liberté, Culture, l'Homme), l'expertise et la communication médiatique. Clamer que la défense des intellectuels est la plus grande cause d'aujourd'hui, car « s'il n'y a plus d'intellectuels, il n'y aura plus de défenseurs des grandes causes », que le « droit d'ingérence » dépend de la surveillance et la dénonciation des intellectuels, – ces prises de position ne relèvent pas de la sociologie. Celle-ci se demande plutôt si dans une société traversée par les technosciences et le marché, la figure de l'intellectuel est encore pensable. Mais si elle a disparu, qui alimente alors le débat démocratique, qui analyse les problèmes qui ne trouvent pas une réponse scientifique, tous les problèmes qui renvoient à l'univers des valeurs ?

La sociologie contemporaine des intellectuels, très ouverte à l'histoire sociale des institutions culturelle, aux biographies et aux autobiographies, essaie de mettre en lumière les modalités de formation, chez certains, de cette vocation à l'universalité, sans laquelle les activités humaines ne peuvent pas dépasser l'existant. Elle essaie également de répondre à des questions comme celles-ci : Pourquoi la spécialisation fait que la voie de la « raison universelle » n'arrive plus à se faire entendre ? Pourquoi les pressions conformistes exercées par le milieu académique et les mass-médias ainsi que par la diffusion d'une mentalité d'expertise appauvrissent-elles la vie de l'esprit et rendent-elles difficile le regard critique sur la société ? Pourquoi sommes-nous de plus en plus incapables de répondre aux exigences morales et aux impératifs de la justice et de la liberté ? Pourquoi sommes-nous devenus inaptes à restaurer, restituer, réinstaller, la fonction critique propre à conduire à la sagesse de l'universalité ?

Toutes ces questions sont ouvertes et exigent que la sociologie collabore sans réserves avec la philosophie, l'histoire et toutes les autres sciences de l'homme et de la société.

G. BERTHOUD & G. BUSINO, *Pratiques sociales et théories. Les discordes des universitaires*, Genève, Droz, 1995.

F. BOURRICAUD, *Le bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, PUF, 1980.

C. CHARLE, *Naissance des « intellectuels ». 1880-1990*, Paris, Minitext, 1990.

C. CHARLE, *Les intellectuels en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, 1996.

R. JACOBY, *The last Intellectuals. American Culture in the Age of Academy*, New York, Basic Books, 1987.

P. JOHNSON, *Intellectuals*, New York, Harper and Row, 1988.

E. SHILS, *The Intellectuals and the Powers and Other Essays*, Chicago, University Press, 1972.

## SÉLECTION

Dans le langage commun, sélectionner est l'action de choisir des objets ou des individus réputés convenir le mieux à l'accomplissement d'une tâche, d'une mission, d'une fonction. La sélection est le moyen de choisir, dans un ensemble, selon des procédures préalablement déterminées (une épreuve, un concours, une compétition, une comparaison, etc.), les éléments les plus idoines, les plus aptes à remplir une charge ou à exercer un métier. A cette signification courante s'en ajoutent d'autres de nature plus technique : par exemple, celles provenant des doctrines de Darwin et de Lamarck. Ici nous sommes renvoyés à un processus involontaire, non délibéré, grâce auquel la survie d'une espèce est assurée par le biais de la sélection naturelle des individus les plus aptes (les autres étant placés en situation de compétition, de lutte pour la vie), ou encore par l'adaptation au milieu et par l'hérédité des caractères acquis.

Dans l'ancien Droit Canon, par contre, la sélection était une procédure volontaire, délibérée, donnant les moyens à un électeur de repousser un candidat lors d'une élection papale. Dans un grand nombre de systèmes sociaux et juridiques, la sélection correspond à une interdiction d'accès à un lieu ou à une position ; elle est le moyen de tenir à l'écart un individu, un groupe socio-culturel, ou une ethnie, d'évincer quelqu'un d'un lieu où normalement il devrait avoir son entrée, ou encore de l'exclure d'un groupe (association, collectivité, communauté) auquel il appartient ou pourrait appartenir. Voici quelques exemples. Dans l'ancienne Afrique du Sud les Blancs pouvaient habiter dans le centre ville alors que les Noirs en étaient exclus. Ces derniers ne pouvaient pas devenir officiers dans l'Armée et dans la Police, être admis à la plupart des fonctions publiques et privées ni fréquenter les mêmes lieux publics d'aisance que les Blancs. En Egypte, un citoyen de religion copte, voire un non musulman ne peut pas être candidat à la présidence de la République ou être ministre d'Etat. Par ailleurs un musulman ne peut pas devenir président de l'Argentine ou de l'Irlande. Au Liban, la sélection en fonction de l'appartenance religieuse est pratiquée à tous les niveaux de la vie publique et parfois de la vie quotidienne. En Suisse les quotas linguistiques, entre autres, sont des moyens sélectifs pour l'accès à un grand nombre de fonctions fédérales. Dans beaucoup de pays, la race, le sexe, l'appartenance à une minorité constituent des critères de sélection. Dans le langage des sciences sociales les termes « sélection », « sélectif » et « sélectionner » ont des significations fort différentes et drainent de nombreuses ambiguïtés. Ils sont d'ailleurs à l'origine, dès la fin de la première guerre mondiale, de controverses inexpiables, de débats passionnés, d'opposition insurmontables.

Le plus grand des sociologues, Max Weber, qualifiait la sélection de « lutte (latente) pour l'existence qui oppose les uns aux autres, ..., les individus ou les types humains en vue de leurs chances de vie ou de survie ». Vilfredo Pareto faisait des processus sélectifs la pièce principale de sa théorie de la circulation des élites sociales, de même que ses contemporains Gaetano Mosca et Robert Michels dans leurs doctrines respectives de la classe politique. En France, après Gabriel Tarde, décédé en 1904, beaucoup d'autres sociologues ont vu dans la sélection le moyen permettant d'assurer le renouvellement démographique des groupes sociaux les moins féconds. Puis des anthroposociologues de la tendance de Georges Vacher de Lapouge (le théoricien français de la supériorité de la race nor-

dique très actif jusqu'en 1920) essayent de démontrer que la sélection sociale va toujours à contresens de la sélection naturelle des meilleurs, tandis que ceux de l'École de l'anthropologue allemand Otto Ammon, mort en 1916, affirment qu'elle favorise la production d'individus supérieurement doués. Sir Francis Galton a écrit divers ouvrages, entre 1869 et 1906, pour revendiquer le poids de l'hérédité sur les facultés intellectuelles et morales, alors que Edmond Goblot, dès 1925, défend la thèse qu'à l'époque contemporaine la disparition des « inégalités factices », des « nivellements trompeurs », cède la place aux « inégalités naturelles, celles de l'intelligence, du savoir, du talent, du goût, des vertus et des vices ».

Des sociologues contemporains proclament que la sélection et les classements consécutifs se perpétuent par le biais de systèmes de distinctions de plus en plus sophistiqués, tandis que d'autres s'ingénient à comprendre pourquoi et comment nous adoptons et professons des idéaux égalitaires, alors même que dans la pratique de la vie courante nous nous en éloignons si fortement.

Un historique exhaustif des théories sociologiques en la matière montrerait que la sélection a été et est toujours chargée de tous les maux, de tous les mystères et de toutes les ruses dont la vie en société est si riche. C'est dire que le thème de la sélection n'est pas un sujet sociologique facile et qu'il se trouve encore et toujours au cœur même des controverses sur le système constitutif des valeurs des sociétés modernes.

Personne ne peut contester que le mythe fondateur et constitutif de ces sociétés est l'égalité : « tous les êtres humains naissent et demeurent libres et égaux », ils « sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents ».

Au nom de ce mythe si bien assuré par l'idéologie démocratique, tant dans la version libérale que dans la version socialiste, nos sociétés se doivent de répudier toutes les formes d'inégalité engendrées par la sélection sociale, elles se doivent de lutter contre la répartition des individus en classes de hiérarchies découlant des facteurs familiaux, culturels, raciaux, géographiques, professionnels, économiques ou autres. L'individualisme à la base de l'idéologie démocratique est hostile à toutes les formes de hiérarchisation mais il est en même temps sournoisement opposé à l'indifférenciation socio-économique et culturelle. Il rejette les valeurs traditionnelles, il repousse les normes sociales héritées, l'autorité et la tradition, le rapport au passé, il a vraiment du mal à bien concevoir et à définir les contraintes collectives indispensables au fonctionnement d'une société. Or, plus l'individualisme démocratique se développe, plus l'égalité s'affirme, plus l'individu s'évertue à revendiquer une identité spécifique, sa qualité de sujet différent, son droit à l'autonomie personnelle, et plus la normativité et l'imposition collective sont ressenties comme la survivance intolérable d'un ordre social révolu. Cette contradiction marquante entre l'idéal égalitaire et la réalité vécue, entre un ordre social rivé aux problèmes d'organisation, d'efficacité, d'équilibre des coûts et des bénéfices et des acteurs sociaux poursuivant l'accomplissement personnel et l'épanouissement du moi, entre le travail et l'ordre et l'assouvissement de tous les désirs individuels, cette contradiction engendre un profond malaise.

Elle est la cause de la crise actuelle de la modernité. Puisque l'égalité est à la fois l'égalité des individus, celle de chacun des individus, et l'égalité parmi les individus, au sein de l'ensemble que forment ces mêmes individus, nous ne

savons jamais s'il faut prendre en compte les individus tels qu'ils sont, ou bien considérer les mérites comparés des sujets tels qu'ils se constituent par leur activité. En prenant en compte les individus tels qu'ils sont, toute espèce de comparaison visant à les hiérarchiser devient vaine. En effet, aucune caractéristique individuelle, ou différence interindividuelle, ne peut entrer en ligne de compte pour élaborer des évaluations et des classements d'un point de vue collectif. La société démocratique est une société de sujets, d'êtres humains définis en dignité par le travail et reconnus et jugés à l'aune de cette unique valeur. Cependant une société d'individus égaux constitue malgré tout une totalité qui fonctionne comme telle au-delà de chacune de ses composantes. Pour son fonctionnement une telle société présuppose des doses importantes de rationalité scientifique, de compétences techniques, de spécialisations très poussées. La variété et la complexité des ses fonctions implique la mise en place d'innombrables rôles et de hiérarchies socio-professionnelles, exige l'existence d'espaces sociaux pour les plus qualifiés et les plus méritants.

Or égalité et méritocratie sont antinomiques. Dès lors, comment concilier l'égalité des droits pour tous et la nécessité de compétences et de qualifications pour remplir certains rôles sociaux ? Le cas échéant, doit-on exiger de la société qu'elle élimine les contraintes physiques, environnementales, intellectuelles s'opposant à la réalisation de l'égalité totale ? Par ailleurs, est-ce qu'une telle tâche serait possible et souhaitable ? Comment estomper les inégalités, les réduire, les masquer, voire même les dissimuler ?

Quoi qu'on fasse, les contraintes sociales demeurent, bien que l'individualisme démocratique s'évertue à les rendre invisibles et pratiquement impensables pour l'homme d'aujourd'hui préoccupé surtout de sa qualité de vie, de son épanouissement personnel, redoutant de vieillir, indifférent à la chose publique, aux projets collectifs, à l'engagement militant, à l'adhésion passionnée, à la disponibilité sérieuse. Attaché davantage à sa propre personne qu'au social, réservé envers la compétition et la concurrence, prônant le chacun pour soi mais la Société pour tous, le sujet moderne est replié sur sa sphère privée, psychologise tous les rapports sociaux, médicalise toutes les déviances, mais abhorre les écarts, les séparations, l'altérité, les contraintes extérieures, et toutes les sources d'inégalités. Lorsque ces dernières deviennent trop visibles, il convient alors d'en fonder la légitimité, de l'argumenter, de la rendre plausible et donc acceptable.

Les sociétés démocratiques qui revendiquent et professent l'égalité de tous, qui assurent l'exercice des droits inhérents à la citoyenneté réelle, qui permettent les irrésistibles aspirations individuelles à la différenciation, doivent aussi préserver les conditions favorisant les changements économiques et sociaux. Afin d'assurer ces changements économiques et sociaux, tout en tenant compte des aspirations à la différenciation, nos sociétés doivent procéder à une régulation précoce des besoins, des motivations, des choix, des fonctions et des rapports sociaux. A cet effet, elles doivent mettre en place des systèmes de formation, réguler la concurrence entre les individus, ajuster les formations aux emplois prévisibles, et dans la mesure du possible promouvoir l'insertion sociale et professionnelle de la population active. Cette indispensable et inévitable régulation est réalisée grâce aux processus de sélection. C'est dire que les sociétés démocratiques s'accommodent d'une manière ou d'une autre de la sélection, la pratiquent, le cas échéant la justifient et s'ingénient à la rendre apparemment compatible avec les droits fon-

damentaux rattachés aux principes d'égalité, d'équité et de justice sociale. Elles y parviennent en juxtaposant au critère de l'égalité celui de la différence. Le premier reste sacro-saint, intouchable, alors que le second subit des manipulations et permet ainsi de justifier des choix que l'autre interdit.

Les procédures d'option entre des différences préalablement établies (physiques, intellectuelles, affectives, scolaires, professionnelles et ainsi de suite) permettent de trier, d'ordonner, de distinguer, de classer et de répartir, à l'entrée comme à la sortie, des individus par ailleurs considérés similaires au regard du critère de l'égalité. Et c'est précisément par cette voie que les sociétés démocratiques arrivent, tant bien que mal, à effectuer la régulation précoce des besoins, des motivations et des choix en vue des incontournables changements économiques et sociaux.

Est-ce qu'un tel constat nous oblige à dire que la sélection est inévitable et inéluctable même dans les sociétés démocratiques ?

Toute réponse, affirmative ou négative, serait à elle seule fallacieuse.

L'histoire et l'anthropologie rapportent que dans les sociétés traditionnelles le statut (la situation légale et sociale) et le rôle (les tâches à assurer et les comportements attendus) de chaque individu sont assignés ou imposés d'après la coutume, l'origine familiale ou tribale, la richesse, l'âge, l'appartenance ethnique ou religieuse. Dans les sociétés modernes, le statut et les rôles sont presque toujours acquis individuellement. Dans les sociétés traditionnelles les valeurs ascriptives (origines, appartenance à un des états, ou Stände, transmission familiale de certains offices, de certains métiers, ou monopole de certaines activités réservées à des groupes sociaux déterminés), en bref, les valeurs reçues, assignées ou imposées, fixent la place de chacun dans l'espace social. Puis une socialisation précoce favorise l'intériorisation de rôles clairement tranchés et différenciés, et en nombre limité. Dans ces sociétés-là la sélection est ressentie et perçue comme une donnée naturelle, fatale, nécessaire, irrécusable. Inversement, dans nos sociétés modernes, chacun doit acquérir sa place dans l'espace social. Les rôles et les fonctions sont complexes et multiples, la congruence des rôles ainsi que leur compatibilité avec le statut y sont souvent incertaines, d'où la présence de tensions, de conflits, de contradictions, de frustrations et d'insatisfactions. A quoi s'ajoute le fait que la préparation et la socialisation à ces rôles ne se font plus naturellement et précocement. Elles sont confiées à des institutions bureaucratiques, lesquelles doivent, avant de les pratiquer, en formaliser et standardiser les procédures, les abstraire, les rendre impersonnelles pour arriver à les généraliser.

L'individu se trouve à exercer, dans les sociétés modernes, différents rôles ; il est confronté à des exigences contradictoires, à des tensions, spécialement au moment de l'acquisition des qualifications, pendant l'exercice de la profession, à la suite de changements brusques imposés par l'économie ou par la politique, ou simplement par l'effet des processus de délocalisation et de concentration.

L'institutionnalisation des processus d'inculcation des modes de penser, de sentir et d'agir, des savoir-faire ainsi que la stabilisation des comportements acquis, l'intériorisation des normes, des valeurs sociales et professionnelles, ne se font que sur la base de valeurs préalablement assumées, donc ascriptives. Mais ce sont de valeurs élaborées conceptuellement, à partir d'abstractions, n'ayant aucun rapport avec les réalités concrètes et les expériences individuelles, ne tenant aucun compte des spécificités et des particularités : par exemple, le modèle de

développement de l'enfant et de l'adolescent adopté par le système scolaire est de plus en plus décalé par rapport à l'évolution, aux apprentissages indispensables, aux intérêts et aux attentes des familles, de l'enfant ou de l'adolescent de notre époque. Des procédures intellectuelles, des recettes empiriques et des pratiques rationnelles établissent la concordance ou la discordance du candidat au niveau de formation prescrit ou au profil du poste.

C'est ainsi qu'on récupère, mieux qu'on retrouve, sans l'avouer ouvertement, les valeurs traditionnelles ascriptives de hiérarchie des statuts. Certes, les conséquences de cette façon d'opérer ne sont pas anodines. Bien au contraire, il en résulte une raréfaction de la concurrence, la réduction du nombre de personnes en compétition, le desserrement des pressions sociales et des tensions psychologiques.

Grâce à la fabrication de ce compromis paradoxal entre les critères d'égalité et de différence, nous arrivons à récupérer les valeurs traditionnelles, à reconstituer et à stabiliser, pendant quelques temps, un système de statuts et de privilèges à l'intérieur d'une société démocratique moderne. Puisque les sociétés démocratiques et leurs institutions sont par définition égalitaires, l'existence de ces différences ne peut être légitimé et accepté qu'en tant que résultante d'un donné « naturel ». La biologie d'une part et les sciences sociales de l'autre vont se charger de le prouver. Mais ce sont la psychologie différentielle, la sociologie de l'éducation et celle des professions, disciplines parmi les plus sollicitées par la demande sociale et donc les plus subordonnées aux intérêts extra-scientifiques, qui arriveront à transmuier une idéologie en un simulacre de théorie scientifique justificatrice.

Si, comme l'économie politique l'avait en son temps démontré, la division du travail et la hiérarchie sociale sont inséparables et constituent en quelque sorte des invariants naturels, la sélection doit l'être aussi. Elle aussi porte la marque de la nécessité et le sceau de la dignité scientifique. Et la notion d'aptitude, synonyme, au moment de sa première apparition au XV<sup>e</sup> siècle dans la langue française, d'« habilité à posséder un emploi, à recevoir un legs », couvra cette besogne. Vers le XVIII<sup>e</sup> siècle, la notion d'aptitude prend un nouveau sens, celui d'une « disposition naturelle à quelque chose ». Puis au XIX<sup>e</sup> siècle l'aptitude commence à relever de l'ordre de la causalité biologique. La métamorphose est provoquée par l'avènement de la cranométrie, par l'anthropométrie, par la biologie, disciplines auxquelles la psychologie et la sociologie naissantes empruntent de façon massive beaucoup de leurs concepts et de constructions théoriques. Grâce à ces emprunts l'aptitude devient une caractéristique naturelle, héréditaire, donc appartenant à l'ordre de la causalité biologique. Toutes les différences psycho-physiques deviennent héréditaires, biologiques, naturelles, et toutes se configurent selon une distribution normale, celle de Laplace-Gauss. Désormais dotées de traits définis, mesurables, innés, les aptitudes différencient scientifiquement les individus. On applique la méthode des corrélations pour mesurer l'intensité du lien entre les aptitudes physiques et mentales, tandis que les échelles métriques de l'intelligence et les tests aident à déterminer non seulement les aptitudes mais également les compétences particulières des individus, notamment celles qui sont cachées. En rapportant des différences, dont l'existence dépend surtout de leur définition sociale, aux différences psycho-biologiques supposées naturelles, chacun peut alors occuper – dit-on – la place qui est véritablement la sienne dans la société, et qui lui convient le mieux. C'est la distribution naturellement inégale des aptitudes

qui permet d'ordonner les individus sur l'échelle de la hiérarchie sociale. Si certaines inégalités entre les individus relèvent de la nature et de la biologie alors les conduites concrètes des acteurs sociaux en sont marquées de façon irréversible. Les aptitudes justifient la sélection et les tests mesurent une réalité indéniable. Si les aptitudes sont inégalement distribuées par la nature, qu'elles sont diversement partagées, n'est-il pas inévitable qu'il y ait des différenciations et des distinctions, des hiérarchisations et même certaines inégalités? Si c'est effectivement le cas, ces processus sélectifs ne peuvent être que positifs. Ils rationalisent les classements des individus et des groupes sociaux grâce au recours à des critères « objectifs », explicites, conscients, organisés, institutionnalisés, éliminant par là des principes confus, producteurs de discrimination, de ségrégation, voire même de marginalisation et d'exclusion. Des mesures applicables à tous, apparemment précises, ne peuvent être que justes; elles ne peuvent qu'incarner les valeurs de justice et d'ordre. L'accès aux statuts et aux privilèges est ouvert à tous; il est égalitaire puisqu'il est effectué grâce à un instrument objectif et neutre, scientifique.

Les techniques de fabrication de cette sélection objective et équitable sont les tests, individuels, collectifs, d'intelligence, de compétences, d'aptitudes et ainsi de suite.

Lorsque plusieurs personnes pourvues des certificats, des diplômes et des références se trouvent en compétition pour obtenir un emploi, il faut choisir, en fonction de critères reconnus, la plus apte à exercer l'activité professionnelle vacante. Le test opère ce choix en prédisant que si telles conditions sont remplies par tel individu, on peut s'attendre à ce qu'il accomplisse correctement le travail qui lui sera confié. La fiabilité du test est cependant problématique. Il mesure des aptitudes humaines sujettes à des variations si incontrôlables que les scores d'un individu sont presque toujours fort approximatifs. La validité du test est donnée par le rapport entre ce qu'il mesure et ce qu'il doit évaluer. Ce rapport est très théorique. Sa vérification peut se faire uniquement dans la situation professionnelle réelle, celle réunissant le testé en interaction avec ses collègues en activité de travail. Le sociologue américain Christopher Jencks a démontré que « Ni les antécédents familiaux, ni l'aptitude à la connaissance mesurée par des tests, ni l'instruction, ni la position sociale n'expliquent beaucoup l'écart entre les revenus des hommes. En fait, si nous comparons des hommes qui sont semblables sous tous ces rapports, il n'y a que 12 à 15% en moins d'inégalités que parmi des individus pris au hasard»; « alors que la statut professionnel se trouve plus étroitement lié au niveau d'éducation qu'à toute autre chose, il existe encore d'énormes différences de statuts parmi le gens ayant la même éducation... Au plus, ces caractéristiques [milieu familial, résultat aux tests et diplômes] expliquent environ la moitié de l'écart entre les statuts professionnels des hommes ».

Une infinité d'autres recherches sociologiques infirment la conformité de certains éléments réels avec la représentation donnée par le test. La valeur des tests est fortement dépendante de la nature des aptitudes humaines, physiques, intellectuelles, morales. Certaines d'entr'elles sont le produit des expériences passées, d'autres d'un développement psychique harmonieux ou d'un entraînement physique régulier.

Prenons à titre d'exemple un métier, celui qui consiste à exécuter des travaux de charpente. Le charpentier doit avoir une bonne coordination musculaire, savoir assimiler des techniques nouvelles, posséder un bon coup d'œil pour évaluer les

distances. Il doit pouvoir prendre avec aisance des mesures, dessiner des angles et des figures géométriques, être assez fort et endurant, disposer d'un bon équilibre, d'une bonne vue, mais également être capable d'organiser son travail et celui de ses collaborateurs. Il doit avoir le sens des contacts humains pour pouvoir les diriger, pour discuter avec les ingénieurs, les architectes et les clients. Pour conserver sa clientèle et la développer, il doit faire preuve d'un esprit suffisamment ouvert, s'intéresser à son travail, se tenir au courant, utiliser les matériaux adéquats, savoir calculer les marges de rentabilité de son travail et les taux de ses amortissements. Il doit avoir le sens des responsabilités, le goût du risque de l'entrepreneur et l'amour du travail bien fait de l'artisan honnête, ainsi que bien d'autres qualités, talents et capacités.

Il est évident que la quasi totalité de ces aptitudes se forment au cours des interactions sociales de la vie du charpentier, que leur imbrication mutuelle rend impossible l'établissement de mesures séparées. De même il est impossible de fixer la quantité nécessaire de chacune de ces aptitudes pour être un bon charpentier ou pour construire une charpente solide.

Chaque test ne peut examiner des individus que d'un certain point de vue. Aucun ne peut offrir la mesure de l'ensemble de fonctions ou des aptitudes, ni non plus donner une image composite des qualifications d'un individu sous des angles différents. Les tests ne peuvent rien dire sur les rôles qu'on devra effectivement jouer dans des situations réelles ni garantir les bonnes performances ultérieures. Même des résultats semblables relevés chez plusieurs individus ne prouvent point qu'ils possèdent des aptitudes identiques. La prudence et les précautions dans le maniement des tests sont de mise. Les tests disent seulement ce que nous souhaitons valoriser à un moment donné pourrait éventuellement se retrouver chez le quidam testé. Croire que les tests rationalisent les choix est une illusion dangereuse.

Un autre appui à la sélection et au maintien de hiérarchies sociales provient du système scolaire. C'est lui qui dans les sociétés modernes légitime les structures hiérarchiques, celles qui organisent les relations entre les différents milieux et les différents fractions des classes; c'est lui qui rationalise les différentes filières de mobilité sociale, qui rend idéologiquement plausible les catégories à la base des distinctions et des classements sociaux. L'école est l'outil le plus performant pour nous habituer à accepter certains comportements comme raisonnables, c'est-à-dire conformes à ce que nous pouvons attendre, et à ajuster les espérances aux chances de réussite, autrement dit à atteindre ce qui est effectivement à notre portée. Le philosophe anglais David Hume disait déjà que le désir est raisonnable « lorsque les chances de l'assouvir disparaissent, le désir lui-même alors disparaît ».

Etant donné ses fonctions stratégiques pour le maintien de l'équilibre sociale de nos sociétés, les débats autour de l'école sont toujours passionnés, parfois virulents, et invariablement producteurs, générateurs d'interrogations critiques inquiétantes.

Examinons-en quelques-unes.

Est-ce que l'école doit assumer un rôle de sélection, de promotion ou d'intégration? Peut-elle assurer, et comment, l'adéquation de l'égalité scolaire à l'égalité sociale? Trois réponses, plus ou moins, ont été données jusqu'ici.

Pour la première, le système scolaire est l'instrument destiné à adapter les individus au système social en place. La scolarisation obligatoire et les types

variés de formations présupposent des hiérarchies sociales, des hiérarchies de salaires et d'emplois plus ou moins immuables.

Pour la deuxième, le système scolaire doit sélectionner certains individus dotés des capacités de réaliser les tâches complexes, et préparer une élite devant accéder au sommet de la stratification socio-économique. Il le fait en sélectionnant les meilleurs grâce aux examens, moyen impartial et neutre, qui élimine – dit-on – les favoritismes et les injustices. Quant aux moins aptes, ils doivent être orientés vers les professions pour lesquelles ils manifestent du goût et des aptitudes. Les agents sociaux sont différents devant les aptitudes ; ils ne possèdent pas les mêmes talents pour « accéder à la raison » ; ceux qui n'y accèdent pas n'ont pas à être blâmés comme coupables mais ils doivent accepter leur sort comme une juste conséquence de leur différence, de leur particularité.

Pour la troisième, le système scolaire ne doit pas mettre l'accent sur ce qui divise, sur les différences de culture selon le milieu d'origine des élèves, mais sur ce qui valorise la vie en société, l'harmonie entre les êtres humains, l'intégration, sur ce qui valorise les capacités de coopération et d'autonomie, de responsabilité individuelle et collective.

Chacune de ces trois réponses présuppose une certaine définition de l'égalité que l'école doit promouvoir : (1) l'égalité devant l'éducation, c'est-à-dire l'égalité d'accès à l'enseignement ; (2) l'égalité dans l'éducation, c'est-à-dire l'égalité de traitement de tous les élèves ; (3) l'égalité par l'éducation, c'est-à-dire l'égalité des résultats obtenus.

Ces trois conceptions de l'égalité aboutissent à trois conceptions différentes du rôle et des finalités de l'école ainsi que des processus de sélection qu'elle doit pratiquer.

Si les dons et les aptitudes sont innés, à chacun d'en tirer le meilleur profit possible. Si chaque individu possède des capacités intellectuelles et certaines aptitudes verbales et non-verbales, l'école doit se borner à surmonter les difficultés d'ordre socio-économique, les disparités géographiques et autres qui seraient des obstacles au développement de ses capacités et aptitudes. Si l'école ne doit en aucun cas privilégier certains types d'aptitudes au détriment de certaines autres ; si les résultats scolaires ne doivent pas être la base principale assurant des chances de succès dans la vie sociale ; si les savoirs et les techniques scolaires sont peu utiles aux rôles réels qu'on devra jouer dans la vie active, il faut alors mieux spécifier le contenu et la portée du concept d'égalité par l'éducation. Faut-il entendre l'égalité des résultats entre les individus ou seulement l'égalité dans la moyenne atteinte par les divers groupes sociaux ? Comment éviter que l'égalité sous l'angle des différences interindividuelles ne devienne un moyen de discriminer et sélectionner, en réponse aux exigences du système économique et social en place ?

Difficile de répondre, mais il est aisé de constater que dans nos sociétés l'inadéquation entre l'individu et son rôle est permanente. Les capacités individuelles et les exigences d'une fonction varient au cours du temps. La sélection, qui présuppose l'existence d'un ordre pré-établi des aptitudes humaines, qui postule une possible délimitation des rôles et présume que les interactions entre les hommes sont toutes régies par des valeurs raisonnables et plausibles, une telle sélection, bien évidemment, est inapte à prévoir les mutations et à prendre en compte l'aléatoire.

Les enquêtes sociologiques nous apprennent que dans les sociétés démocratiques beaucoup de relations sont régies par des valeurs contradictoires et

cependant simultanément respectées, que les rôles, les fonctions et les aptitudes se transforment au fil du temps, et surtout qu'elles constituent un tout dont les intégrations sont imprévisibles. La règle des quotas entre les sexes, les traitements différentiels pour l'admission dans les universités américaines des minorités raciales, les privilèges accordés à certains invalides, coexistent avec le principe de l'égalité de traitement. Dans de nombreuses situations nous respectons deux principes contradictoires, et nous le faisons pour des raisons supérieures, par exemple pour permettre aux défavorisés et aux exclus de rattraper le retard cumulé et les faire ainsi accéder un jour à l'égalité pleine, à l'égalité équitable.

Les statistiques s'accordent de plus en plus sur le constat que l'adéquation permanente entre la formation reçue, les aptitudes testées au départ et le travail effectué, est rarement réalisée.

La sociologie des organisations révèle qu'il y a de temps à autre une détermination forte sur les rôles mais qu'elle provient principalement du système de relations dans lequel nous interagissons, par exemple dans une entreprise patriarcale, dans une université réfractaire à la compétition intellectuelle, dans l'exercice du métier de surveillant de prison. En dehors de ces cas particuliers, les comportements sont davantage façonnés par les relations dans lesquelles nous sommes engagés que par nos aptitudes et par nos motivations. Pour cette raison la même fonction produit des comportements divers, pour cette raison deux personnes ou plus, ayant la même fonction, exercent leur rôle de manière différente.

Dans certaines organisations bureaucratiques, les contraintes sur les rôles parviennent à être rigides, le conformisme par rapport aux attentes formelles absolu, les prédictions des systèmes de sélection assez réalistes, mais ces organisations-là contrecarrent toute forme d'évolution et empêchent le moindre changement. Ce type d'organisation est condamné à vivoter et, à la longue, à dépérir. Le cas de maintes universités, ou de certaines entreprises industrielles, est à cet égard symptomatique.

Les sociétés démocratiques vivent dans des contradictions permanentes et sont condamnées à fonctionner par arbitrage entre des valeurs antagonistes, conflictuelles et paradoxales. Elles ne peuvent aucunement renoncer à la sélection, à la constitution perpétuelle de nouvelles hiérarchies de statuts et de rôles, à l'élaboration d'autres catégorisations sociales, mais elles doivent continuer à proclamer l'intangibilité du principe d'égalité dans la répartition des chances d'accès pour tous à tous les statuts.

Par le moyen de la sélection, nous obtenons un statut qui nous est garanti par les lois et protégé par les syndicats, tandis que la collectivité assure ainsi sa cohésion sociale et une certaine stabilité. Il n'en reste pas moins que les systèmes sélectifs utilisés sont des rationalisations de données contradictoires nombreuses et changeantes sur les comportements humains, obtenues à partir d'un seul modèle, et que ce réductionnisme est contraire à la réalité. Tantôt il retarde et tantôt il s'oppose à l'émergence des changements, des mutations et des innovations.

Pour contourner ces difficultés, il faudrait construire un autre système scolaire, mettre en place un tout autre réseau de relations industrielles, déhiérarchiser les organisations, modifier les catégories socio-professionnelles, sélectionner après l'embauche, et non pas avant, et sélectionner sur la base des résultats acquis.

Mais cela nous plongerait dans une compétition permanente, et nous ne sommes pas préparés, psychologiquement et culturellement, à vivre dans l'insta-

bilité, dans l'insécurité, dans l'incertitude, dans un système de relations sociales imprévisibles et mouvantes.

La crise actuelle trouve son origine dans cette contradiction antagoniste.

Que faut-il faire, dans ces conditions? Comment garantir l'égalité pour tous, comment disposer de différences pertinentes, d'évaluations non arbitraires? Comment pourrions-nous résoudre équitablement les contradictions entre l'idéologie de l'égalité et la réalité de l'« achievement » personnel, entre l'égalité et l'efficacité? Comment définir le bien commun, l'intérêt général, les critères de justice permettant de satisfaire les droits et les désirs individuels et en même temps la liberté, la solidarité, l'efficacité et l'équité?

La sociologie cède ici la place à la philosophie politique normative, mais elle n'oublie jamais que les sociétés démocratiques modernes sont des sociétés pluralistes, composées de groupes différents, animées par diverses idéologies (le libéralisme, le socialisme, le communautarisme, le libéralisme, le solidarisme entre les classes et bien d'autres), chacune desquelles proposant une perspective particulière sur la participation aux affaires communes, sur la coopération, sur la solidarité et sur la fraternité. Pour créer de nouvelles choses, pour élaborer des idées innovatrices, pour préparer l'avenir de nos descendants, toutes ces idéologies doivent satisfaire aux exigences de valeurs antagonistes et tout aussi absolues, telles que le bonheur, l'amour, la recherche de la vérité, l'épanouissement de nos facultés, ainsi que la justice, l'égalité, la méritocratie, la sélection équitable.

La sociologie n'est pas en mesure d'indiquer les voies à suivre pour concilier harmonieusement tant de valeurs antagonistes, mais elle peut aisément prendre à son compte l'avertissement d'un grand philosophe politique contemporain, Sir Isaiah Berlin, et en faire sa propre conclusion: « L'idée qu'il existe forcément des réponses objectives et définitives à nos interrogations normatives, des vérités accessibles par une démonstration ou une intuition immédiate, qu'il est en principe possible de découvrir une totalité harmonieuse dans laquelle toutes les valeurs se réconcilieraient, que c'est vers cet objectif unique que nous devrions tendre, que lorsque nous l'aurons enfin dégagé, le grand principe qui fonde cette vision régira notre existence – cette croyance ancestrale et quasi universelle, sur laquelle reposent tant de doctrines philosophiques et d'attitudes concrètes, me semble fausse et, non seulement conduire à des absurdités sur le plan théorique, mais aussi avoir de redoutables effets concrets ».

Et en un temps de chômage diffus, cette réflexion s'applique avec autant de pertinence et de vérité à la sélection scolaire, professionnelle et sociale. Le sociologue, quant à lui, ne saurait ajouter rien d'autre.

Jean-Michel BERTHELOT, *Le piège scolaire*, Paris, PUF, 1983.

Jean-Michel BERTHELOT, *Ecole, orientation, société*, Paris, PUF, 1993.

Pierre BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

Peter BRAHAM, Ali RATTANSI and Richard SKELLINGTON, *Racism and Antiracism: inequalities, opportunities and policies*, London, Sage, 1992.

Giovanni BUSINO, *Elites et élitisme*, Paris, PUF, 1992.

Giovanni BUSINO, *Les théories de la bureaucratie*, Paris, PUF, 1993.

Isaiah BERLIN, *Eloge de la liberté*, Paris, Calmann-Lévy, 1969.

Bernard DUCRET et Jean STAROBINSKI, *L'exigence d'égalité*, Neuchâtel, La Baconnière, 1982.

- André GENDRE, *L'évaluation des individus*, dans *Le psychologue et l'entreprise*. Textes réunis et présentés par C. Lévy-Leboyer, 1980, pp. 8-39.
- Beryl HESKETH and Ivan ROBERTSON, *Validating Personnel Selection: A Process Model for Research and Practice*, in «International Journal of Selection and Assessment», 1, 1, January 1993, pp. 3-17.
- Christopher JENCKS, *Inequality. A reassessment of the effect of family and schooling in America*, New York, Basic Book, 1972, trad. franç., Paris, PUF, 1979.
- Dominique MERLIE, *Les enquêtes de mobilité sociale*, Paris, PUF, 1994.
- Chantal MOUFFE, *La politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, Paris, La Découverte, 1994.
- Mack A. PLAYER et Alii, *Employment discrimination Law*, St. Paul, Minn., West Publications, 1990, 3 vols.

### JEAN-JACQUES ROUSSEAU (1712-1794)

Imprégnée qu'elle est d'expériences personnelles, existentielles, de contenus affectifs, l'œuvre de Rousseau a donné lieu à plusieurs lectures. L'emploi incertain des concepts utilisés, la vision du monde ambiguë et indéterminée, des catégories de l'action floues, ont suscité jusqu'ici des interprétations multiples, contradictoires entre elles.

Pour E. Durkheim Rousseau a démontré que dans les petites sociétés l'accord des volontés dérive de la dépendance mutuelle. Bien que ce dernier conçoive l'état social comme une construction de la législation des hommes, la raison comme un instrument pour légitimer les inégalités et le pouvoir; bien qu'il voie dans le changement surtout la permanence, l'absolu dans le relatif, l'universel dans le particulier, néanmoins Durkheim le proclame précurseur de la sociologie.

Pour sa part C. Lévi-Strauss considère que Rousseau a été le premier à formuler correctement le problème des rapports entre la nature et la culture, à distinguer la science de la morale et de l'histoire, la connaissance de soi de celle des autres, la science comme indépendante de la personne du savant. Raymond Boudon affirme que la méthode de Rousseau permet de traiter séparément chacun des problèmes et de faire abstraction de leurs répercussions sur les domaines voisins. Ainsi cette méthode anticipe celle des modèles et des constructions théoriques simplifiées, idéalisées, à dessein irréalistes. D'autres sociologues soulignent que Rousseau a marqué la différence entre les sociétés produites par l'histoire et celles souhaitables et à réaliser.

Les philosophes des Lumières considéraient être la Raison la véritable nature de l'homme et la source des modèles normatifs régulant la multiplicité des comportements sociaux, tandis que pour Rousseau la nature est donnée par les instincts, les sentiments, les impulsions, la spontanéité. Ce sont eux à guider la Raison. Même le droit naturel est un produit de l'histoire. Pour cela « Il faut étudier la société par les hommes, et les hommes par la société; ceux qui voudront traiter séparément la politique et la morale, n'entendront jamais rien à aucun des deux. »

Rousseau soutient que la civilisation a créé un monde d'apparences et de vanités, aux antipodes de « l'état de nature », celui de l'âge d'or. Le progrès a corrompu l'homme et en a fait un être artificiel. La cause de tous les maux a été la propriété. Les inégalités physiques et naturelles ont été accentuées et entretenues par l'édu-

cation. L'égoïsme et le besoin de domination ont fini par façonner les rapports sociaux pendant que les vices ont pris le pas sur la vertu. Cet âge d'or d'avant l'histoire, cet état de nature a connu trois étapes : dans la première l'homme se suffit à lui-même et n'obéit qu'à son instinct ; dans la seconde il goûte les bienfaits de la sociabilité ; dans la troisième il découvre les techniques et assiste à la naissance de la société civilisée. L'invocation au droit naturel, le désir d'un retour à l'état de nature, aux anciens rapports sociaux et droits, l'aspiration à vivre dans une société sans désordres et injustices ne trouvent d'issue que dans des institutions conventionnelles.

Une telle approche configurée en un modèle intemporel, situé tantôt dans le passé tantôt dans l'avenir, fait abstraction de tout état social, elle vise à mesurer le chemin parcouru jusqu'ici par l'homme. Dans *Le contrat social* se trouvent analysées les conditions grâce auxquelles l'état social peut se fonder sur la norme fondamentale de la justice. L'ordre social n'est pas naturel, il surgit lorsque les individus n'arrivent plus à contrecarrer les forces hostiles à leur conservation. En effet, pour se défendre et se protéger, ils inventent alors une forme d'association. Chaque associé cède ses droits à la communauté. Un pacte constitue alors la société politique. L'individu devient part indivisible d'un tout, d'un corps collectif moral. Dans sa conduite l'instinct est alors remplacé par l'idée de justice. Celle-ci donne aux actions la moralité dont auparavant elles étaient dépourvues. Dans cette communauté éthico-politique chaque individu obéit à une volonté générale (ni volonté de la majorité ni somme des diverses volontés individuelles) qu'il assume comme étant la sienne et laquelle donne existence et vie au corps politique. La souveraineté, inaliénable, indivisible, infaillible, absolue, phénomène foncièrement morale, en est l'exercice, la législation le mouvement. La volonté générale existe quand on est attentif à l'intérêt commun, quand on est ému par l'amour du groupe, quand les citoyens « se considèrent un seul corps » et n'ont « qu'une seule volonté qui se rapporte à la commune conservation et au bien-être général ». Obéissant à la volonté générale, laquelle exige la subordination de tous, l'individu n'obéit qu'à lui-même. Le lien social assure alors l'égalité et la liberté de tout un chacun. L'adhésion de l'individu à la communauté porte celui-ci à s'identifier aux valeurs de la vie collective, à se débarrasser des égoïsmes individuels.

Le gouvernement est garanti par la légitimité de cette volonté générale, laquelle s'oppose à la nature. Les gouvernants sont l'émanation de cette volonté. Il s'agit de la condition nécessaire pour réaliser le bien public. L'Etat ne donne pas aux individus un substitut de la liberté naturelle, mais une autre forme de liberté. L'instinct désormais discipliné et moralisé par la raison, l'obéissance à la loi en tant qu'expression du bien commun et de la justice, la contrainte comme moyen de rendre libre le citoyen, permettent à l'Etat d'apporter remède à l'atomisation de la société, à l'accroissement des inégalités, à l'exacerbation des intérêts particuliers et à la personnalisation des rapports sociaux.

La société de Rousseau est une société disciplinée d'égaux, de citoyens vertueux, pratiquant une démocratie austère, plaçant les lois au-dessus de tout, une société administrée par des magistrats chargés de réaliser la volonté générale. Dans cette société très homogène, il faut être prêts à accepter des sacrifices dans la distribution de la richesse et dans la répartition de la propriété. Les individus qui n'acceptent pas ces principes et tous ceux qui provoquent des conflits ou introduisent des changements, sont rejetés.

La rationalisation de la société se fait grâce à la loi. Une société harmonieuse presuppose la rationalisation de la loi en tant qu'expression de la volonté générale rationnelle tandis que la participation de l'individu à l'institution de la loi équivaut à sa participation à la fois à la raison commune et à la volonté de la collectivité.

La démarche de Rousseau est utopique : il veut aboutir à l'ordre social global qui, radicalement opposé à l'ordre existant, réaliserait les valeurs humaines fondamentales. C'est une société avec une grande stabilité, ayant supprimé toutes les causes de conflit, mais aussi tout changement de l'ordre et de l'équilibre sociaux. Néanmoins ses constructions théoriques donnent une cohérence logique à une philosophie sociale réunissant des valeurs et des réalités historiquement et sociologiquement hétérogènes. Précisément pour cette raisons elles invitent à la réflexion et aux débats.

B. Baczko, *Rousseau. Solitude et communauté*, Paris, Mouton, 1970.

R. Derathé, *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, Paris, PUF, 1950.

J. Shklar, *Men and Citizens. A study of Rousseau's Social Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969.

J. Starobinski, *Jean-Jacques Rousseau: la transparence de l'obstacle*, Paris, Plon, 1957 (nouv. éd. Paris, Gallimard, 1971).

J.L. Talmon, *The Origins of Totalitarian Democracy*, London, Secker & Warburg, 1952.

### LÉON WINIARSKI (1865-1915)

Né à Varsovie, militant socialiste révolutionnaire dès l'époque de ses études universitaires, traducteur en polonais des écrits de K.Marx et vulgarisateur des économistes et des philosophes matérialistes, Winiarski est arrêté, en 1885, par la police tsariste et inculpé d'activités subversives. Remis en liberté provisoire au cours de l'instruction pénale, il se réfugie à Paris jusqu'en 1888. Après un séjour d'une année à Londres, il arrive en Suisse au début de 1890, sans papiers de légitimation, et aussitôt il se fait remarquer par la police « pour ses fréquentations avec les nihilistes russes ». Aidé par Léon Walras, Winiarski s'inscrit à l'Université de Lausanne où il soutient, en 1894, sous la direction de Vilfredo Pareto, une thèse de doctorat ès lettres sur *Les finances russes (1867-1894)*. En automne 1894 il est nommé privat-docent d'économie politique à l'Université de Genève. En 1902 il est promu professeur extraordinaire de finances publiques et de statistique. Tous ses cours, jusqu'en 1915, année de sa mort, sont consacrés à l'analyse du *Capital* de Marx et à l'élaboration d'une épistémologie des sciences sociales fondée sur le matérialisme historique et sur la modélisation mathématique. Parallèlement à ses activités académiques, il publie, en polonais, des essais de sociologie des arts axés sur le postulat de la sublimation de l'énergie sexuelle refoulée, une sociopsychologie du génie créateur, et en français des études sur les classes sociales, sur les fondements des doctrines marxistes, qu'il voudrait perfectionner et généraliser grâce aux acquis de l'économie mathématique, de l'anthropologie, de la sociologie, de la psychologie et surtout de la mécanique rationnelle jugée l'approche scientifique comptant le plus de découvertes et de progrès cognitifs. Pour lui le marxisme, dans l'impossibilité de réduire la valeur à son facteur naturel, le travail, « éclate sous la pression des faits qu'il est incapable d'assimiler et d'expliquer ».

Par contre, la théorie de l'équilibre général de Walras, conçue en tant qu'équilibre obtenu par tout système non conditionné par des éléments particuliers propres à telle ou telle autre structure, lui paraît fournir des solides fondements pour l'élaboration d'une sociologie générale qu'il dénomme « mécanique sociale » ou « énergétique sociale ». Les phénomènes sociaux ne sont que des variétés des phénomènes physiques interprétables de façon mécaniste ou énergétiste à l'aide de modèles formels. Certes, le calcul ne reproduit pas les phénomènes dans leur réalité concrète. Pour la cerner, il faut procéder par approximations successives, par « analyse et synthèse ». Ainsi « la méthode mathématique fournit un des termes de l'analyse et nous rapproche de plus en plus de cet idéal d'une science tout à fait mûre, ayant une forme stricte et exacte. » (*Essais sur la mécanique sociale*, éd. 1967).

La sociologie est une mécanique et son objet est l'étude des attractions entre les individus d'une société donnée. La loi de cette attraction est la même que celle de la mécanique, c'est-à-dire la loi du moindre effort. Cette dernière s'applique à ce qui est « d'une rareté relative et non absolue ». L'individu social, sollicité par les forces qui régissent la société, réagit comme réagissent les atomes d'un corps selon la loi du moindre effort. Pour W. l'énergie sociale est le produit des énergies physio-chimiques et biophysique. La différence entre les deux types d'énergie est purement quantitative. L'indestructibilité de la matière et de l'énergie en est le corollaire nécessaire. La conscience sociale est une manifestation de l'énergie sociale, le produit des douleurs et des plaisirs mis en présence et se combinant pour atteindre un stade d'harmonie relative. Puisque l'attraction régit tous les agrégats sociaux, la société n'est qu'un ensemble de points qui s'attirent ou se repoussent. Même les manifestations intellectuelles, morales, religieuses, juridiques et autres, derivant de la faim et de l'amour, sont soumises au principe d'attraction s'exerçant par nos corps sur d'autres corps, qu'ils soient animés ou non. La dynamique sociale analyse les équilibres partiels, la statique sociale les structures et les fonctions permanentes tandis que la cinétique sociale les mouvements de direction et d'intensité, en d'autres termes les transformations des fonctions et des structures. Etant donné que les individus forment un agrégat de points tendant vers l'équilibre et que l'équilibre général est le résultat d'équilibres partiels, étudiés par des sciences spéciales, la synthèse des attractions entre les individus d'une société donnée et entre ceux-ci, les choses et l'environnement, est réalisée par la sociologie.

Pour mesurer directement l'attraction des masses ou indirectement la quantité d'énergies employées, la sociologie doit emprunter à la physique et à l'économie la distinction entre la partie rationnelle pure, qui étudie la forme générale et abstraite des phénomènes, et la partie appliquée qui étudie leur forme concrète. Puisque la mécanique rationnelle est le schéma basique pour expliquer tous les phénomènes, puisque la sociologie fait appel à ce schéma pour analyser les phénomènes sociaux, nul doute qu'elle est une science.

Pareto fait valoir que Winiarski « découvre des choses déjà dites et redites », qu'il s'approprie « de choses déjà connues, transformant les termes par lesquels elles ont été exprimées, mais parfois le plagiat va encore plus loin ». P. Sorokin et d'autres historiens de la sociologie lui reconnaissent une place importante dans l'Ecole sociologique mécaniste-énergétique, bien que ses doctrines soient désormais obsolètes et que leur seul intérêt consiste à rappeler les voies tortueuses que

la sociologie a jadis empruntées pour analyser, comprendre et expliquer les faits sociaux.

- L. WINIARSKI, *Essais sur la mécanique sociale*. Textes réunis et présentés par G. Busino, Genève, Droz, 1967.
- G. BUSINO & S. STELLING-MICHAUD, *Matériaux pour une histoire des sciences sociales à Genève (1873-1915)*, Genève, Droz, 1965.
- G. BUSINO, *Un socialista stanco : Léon Winiarski*, «Mondo Operaio», 21 gennaio 1968, pp. 40-46; *Die Kunstsoziologie Leon Winiarskis*, «Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie», XXI, 1969, n 3, pp. 672-679 et *Léon Winiarski sociologue polonais et professeur à l'Université de Genève*, «Revue européenne des sciences sociales», XXVII, 1989, n. 85, pp.179-191.

### PITIRIM ALEXANDROVITCH SOROKIN (1889-1968)

Né à Touria dans le nord de la Russie, école d'instituteur à Kostroma, après avoir été emprisonné pour activités révolutionnaires, s'installe, en 1906, à Petrograde où suit des cours du soir. Admis, en 1909, à l'Institut neuropsychologique de l'Université, il se passionne pour les enseignements sociologiques professés par Maxim M. Kovalevski (1851-1916) et par Eugène de Roberty (1853-1915). Grâce à une bourse il peut préparer une maîtrise en droit pénal et publier, en 1913, une recherche sur la punition des crimes et des délits. Exclu de l'Université pour les raisons exposées dans *A Long Journey. The Autobiography* (1963), il devient le *leader* de la fraction de droite du Parti social-révolutionnaire. Participe à la Révolution de février 1917, membre du Conseil de la République, animateur des premiers Soviets des paysans, directeur du quotidien du parti, secrétaire du président du gouvernement provisoire, Alexandre F. Kerensky, Sorokin, après la chute de celui-ci, est élu à la Constituante. Arrêté, il reste prisonnier pendant quatre mois dans la forteresse Pierre et Paul. Aussitôt libéré, il reprend ses activités politiques et s'oppose énergiquement à la politique des communistes. Condamné à mort, gracié par Lenine, il retrouve son poste à l'Université et publie, en 1919, un manuel élémentaire de sociologie, en 1921 une théorie générale du droit et une recherche sur le rôle de la faim sur le comportement humain. Les deux volumes de *Sistema Soziologii* lui permettent d'obtenir le doctorat. En septembre 1921, il est arrêté et condamné au bannissement. Après un séjour de neuf mois à Berlin, des amis lui procurent un enseignement à l'Université de Prague. Sorokin raconte ses péripéties au pays des Soviets dans *Leaves from a Russian Diary* (1924) et fait des tribulations russes, dans *Sociology of Revolution* (1925), une forme pathologique de comportement, causée par les instincts et l'illogisme, par l'effondrement de la raison, de la foi et du contrôle social.

Grâce à l'intervention d'Edward Alswort Ross (1866-1951), il peut émigrer, en novembre 1923, aux E.-U. et obtenir un enseignement de sociologie à l'Université du Minnesota. Après la naturalisation américaine, en 1930, il est appelé à l'Université de Harvard pour y créer le département de sociologie. A son école seront formés presque tous ceux qui seront les grands sociologues américains de l'après-guerre. En 1949 il crée le «Harvard Center in Creative Altruism».

Entre 1924 et 1940 les innombrables travaux de Sorokin couvrent trois domaines : la recherche sociale empirique (*Principles of Rural-Urban Sociology*,

1929; *A source Book in Rural Sociology*, 1930-1931), la sociologie générale (*Contemporary Sociological Theories*, 1928, complété en 1966 par *Sociological Theories of Today*) et la sociologie de la connaissance (*Social and Cultural Dynamics*, 1937-1941; *Socio-cultural Causality, Space, Time*, 1943; *Society, Culture and Personality*, 1947). Pendant ces trois lustres Sorokin ouvre à la recherche sociologique des nouvelles perspectives. Doté d'une culture immense, d'un esprit critique subtil, capable de maîtriser les documentations les plus disparates et d'en rendre compte de façon claire et élégante, persuadé du caractère impersonnel et transcendant des lois et des forces à l'œuvre dans l'histoire et dans la société, Sorokin arrive à délimiter les contours des études sur la stratification et la mobilité sociales. Il en fixe le vocabulaire et la grammaire, en élabore les classifications (économique, politique, professionnelle) et indique les problématiques (égalité en tant que mythe et inégalité en tant que caractéristique d'un groupe social organisé) à explorer, aux niveaux historique et analytique. L'inégalité est théorisée en tant que condition sociale inéluctable, permanente, et les sociétés comme des systèmes hiérarchiques et des mécanismes de différenciation. La mobilité (passage d'une position à une autre) lui permet d'esquisser une théorie de la dynamique sociale dont les causes se trouvent dans le principe d'« immanence du changement », dans une « raison » permanente, universelle, nécessaire génératrice de l'« incessante variation » des processus socioculturels. Ceux-ci sont cycliques et toujours oscillant entre le *sensitivism* et l'*idéationisme*, entre l'acceptation de la réalité perçue par les sens, la fabrication d'instruments pour le contrôle de l'environnement et la maîtrise de l'intériorité, des instincts et la quête de la transcendance

La deuxième guerre mondiale bouleverse les intérêts scientifiques et les pré-occupations culturelles de Sorokin. Le rapprochement entre les E.-U. et l'U.R.S.S. le pousse à écrire *Russia and the United States* (1944) où les analogies entrevues entre les structures sociales de deux régimes lui font prédire leur convergence vers un type de société ni capitaliste ni socialiste. Il veut résoudre les problèmes soulevés par la crise déchiétant les sociétés de notre époque et participer à la « reconstruction de l'humanité » grâce au développement de l'altruisme et de l'amour fraternel entre les hommes. Pour cette raison, il abandonne les interprétations mécanistes, naturalistes, déterministes, ses lectures parétiennes, au profit des valeurs d'altruisme et d'héroïsme, d'une philosophie de l'histoire et de civilisations à l'Arnold Toynbee ainsi que d'une approche spiritualiste, voire mystique. Dans ses travaux des années 1941 à 1968 (*The Crisis of our Age*, 1941; *Reconstruction of Humanity*, 1948; *Altruistic Love*, 1950; *The Ways and Power of Love*, 1954; *Social Philosophies of an Age of Crisis*, 1959; *Power and Morality: who Shall Guard the Guardian?*, 1959), Sorokin célèbre la spontanéité de l'agir social, l'agir orienté et structuré par des finalités empreintes d'altruisme et de bravoure, les valeurs, les visions et les charismes des grandes religions. Avec ses livres il se propose d'élaborer une théorie intégrale de l'homme, de la société, de l'histoire, une théorie pour sortir l'humanité de sa crise séculaire, une vérité universelle susceptible d'éclairer l'œuvre de reconstruction. Une formulation synthétique et claire des ses conceptions compliquées et complexes, Sorokin la donne, en 1957, dans un essai intitulé *This is my Philosophy* dans le volume *Integralism is my Philosophy* édité par Whit Burnett. Selon lui, l'homme dispose de trois possibilités distinctes et complémentaires: la *cognition empirico-sensorielle* par laquelle il entre en contact avec la réalité extérieure et grâce à laquelle il élabore

la science empirique; la *cognition rationnelle*, par laquelle il élabore le raisonnement logico-mathématique et met en forme la science physique; la *cognition intuitive* qui permet de saisir les valeurs suprarationnelles et celles véhiculées par la religion, l'art et la morale. Une connaissance vraie doit se fonder sur ces trois formes cognitives. La sociologie contemporaine, – écrit-il de façon polémique et hargneuse dans *Fads and Foibles in Modern Sociology* (1955) –, soumise à l'anthropologie matérialiste du système industriel actuel, dotée de techniques d'investigations contraignant à la mathématisation des faits sociaux et la quantification des opinions, n'est plus en mesure de comprendre les sociétés humaines et les hommes dans les sociétés.

Il ne fait aucun doute que les apports de Sorokin à la construction de la théorie sociologique sont importants et en marquent l'histoire, qu'il y a des différences marquantes entre ses travaux d'avant guerre et ceux d'après guerre. Toutefois un fil rouge traverse les travaux empiriques et les travaux historico-philosophique: le refus des notions de progrès et d'évolution, la croyance dans les processus de dégénérescence et d'autodestruction, la certitude que les relations sociales trouvent une base solide uniquement dans les contraintes culturelles et celles-ci dans des principes métasociaux. Pour cette raison entre le sociologue, le philosophe de l'histoire et le moraliste il n'y a aucune solution de continuité.

Ph.J. ALLEN, *Pitirim Sorokin in Review*, Durham, NC, Duke University Press, 1963.

J. MAQUET, *Sociologie de la connaissance. Sa structure et ses rapports avec la philosophie. Etude critique des systèmes de Mannheim et Pitirim Sorokin*, Bruxelles, Ed. de l'Institut de sociologie, 1969.

J. A. MATTER, *Love, Altruism and World Crisis. The Challenge of Pitirim Sorokin*, Totowa, NJ, Littlefield, Adams, 1975.

G. MORRA, *Introduzione alla sociologia del sapere*, Brescia, La Scuola, 1990.

*Sorokin and Civilization. A Centennial Assessment*. Editors J.B. Ford, M.P. Richard, P.C. Talbutt, New Brunswick, NJ, Transaction Publ., 1996.

### **ROBERT STAUGHTON LYND (1892-1970) ET HELEN MERREL LYND(1896-1982)**

Né à New Albany, Indiana, Lynd obtient un B.D. en théologie à l'Université de Princeton. Dès 1914 il fait du journalisme et du travail éditorial. En 1921 il épouse Helen Merrel, M.A. de la Columbia University. Engagés par l'Institute of Social and Religions Research, les deux sont chargés, en 1923, d'étudier les pratiques religieuses d'une communauté représentative de la société américaine. Assistés par une petite équipe de collaborateurs, ils s'installent à Muncie, dans l'Indiana, nommée pour la circonstance Middletown. Pendant 18 mois les chercheurs recolent des matériaux disparates (interviews, statistiques, coupures de journaux depuis 1890, etc.). La méthode utilisée est celle de l'*objective observer*, de l'observation sans préjugés. Ils espèrent ainsi d'atteindre un degré élevé d'objectivité et en même temps d'arriver à corrélérer et rendre significatives des données nombreuses et hétérogènes.

Les résultats de ces travaux sont consignés, en 1929, dans un volume de X-550 pages intitulé *Middletown. A Study in America Culture*. Le livre, réimprimé six

fois au cours de la même année de parution, connaît un succès surprenant de lecteurs et de critiques et assure une grande notoriété à ses auteurs. Robert est nommé, en 1930, secrétaire du « Social Science Research Council », et succède à Franklin Henry Giddens (1855-1931) dans la chaire de sociologie de la Columbia University. A la même époque Helen est nommée au Vassar College d'où passera au Sarah Lawrence College. Défenseurs de la politique réformiste du président F. D. Roosevelt, les Lynd lui apportent leur appui. Robert participe, pendant plusieurs années, aux travaux de la Commission pour la protection des consommateurs, instituée par le « National Recovery Act ».

Frappés par les bouleversements provoqués par l'industrialisme (essor économique incontrôlé, diffusion de l'automobile, production de masse, etc.), par les changements dans les structures sociales traditionnelles (renforcement des inégalités, pauvreté, mutations des modèles culturels, apparition de nouvelles valeurs), les Lynd retournent, en 1935, à Muncie et en 1937 ils publient *Middletown in Transition*. Le retentissement national des thèses du livre est immense. L'Université de Princeton charge Robert de tirer des leçons de son expérience de chercheur. En 1938, il assure les « Stafford Little Lectures », publiées en 1939 sous le titre *Knowledge for What?*

Les événements internationaux et nationaux de ces années-là radicalisent l'engagement social des Lynd. Leurs critiques à l'encontre du capitalisme, des déviations autoritaires de la démocratie, leur procurent beaucoup d'ennemis. Le maccartisme les isolera et les marginalisera. Avec leurs mises à la retraite, ils doivent quitter le milieu académique. Robert, à part quelques articles dans des périodiques tels que « Nation », n'arrive plus à donner une forme à ses idées et à publier le livre annoncé sur le pouvoir dans la société capitaliste. Helen, par contre, se consacre à des études historico-sociales et publie en 1945 *England in the 1880's. Toward a Social Basis for Freedom and Field Work in College Education*, en 1958 *On Shame and the Search for Identity*, et en 1965 *Toward Discovery*.

Au cœur de la recherche sur Muncie il y a le schéma à six entrées (gagner sa vie, constituer une famille, éduquer les enfants, emploi du temps libre, pratique religieuse, services pour la communauté) de Halse Rivers (1864-1922) ainsi que la théorie des aires culturelles de Clark Wissler (1870-1947). Au cause de ces grilles interprétatives Muncie fut conçue comme une entité autonome, isolée du reste de la société américaine. Contrairement aux doctrines sociologiques dominantes à l'époque, les Lynd sont de l'avis que la société américaine n'est pas une société de classes. Pour eux les classes sont des groupements d'auto-identification, de hiérarchies de revenu et de prestige. Ils en trouvent deux à Muncie : la *business-class* (ceux qui exercent des activités non-manuelles) et la *working-class* (les travailleurs manuels). Ces deux classes sont différentes pour leur manière de gagner la vie, par le style de vie quotidien, par les possibilités offertes aux enfants, par la disparité des intérêts économiques et de pouvoir, irréductibles toutefois aux rapports de production du système capitaliste. Les caractéristiques sociales de la *business class*, constitutives de sa conscience unitaire, se manifestent dans la vie associative alors que la *working class* ne dispose d'aucune organisation ni de conscience communes.

L'évolution des mœurs est brutale, la production de masse massive, la tendance à résoudre les problèmes nouveaux avec des principes obsolètes, l'absence de dissidences et de critiques, la crise et les changements observés dans le

domaine « gagner sa vie » sont expliqués à partir des théories de William Fielding Ogburn (1886-1959). L'indifférence à l'égard des personnes et l'incurie à l'endroit des institutions communautaires sont attribuées au rythme de développement plus rapide de la culture matérielle par rapport à la culture non-matérielle, mais le pourquoi de ce décalage reste inexpliqué. Le capitalisme est retenu responsable de la crise sociale à Muncie bien que son pouvoir n'est jamais véritablement analysé.

Dans les dernières pages du livre les Lynd s'interrogent sur la compatibilité de la propriété privée des moyens de production avec une organisation sociale démocratique et puis ils posent la question de l'opportunité de réformer les institutions américaines.

La premier « New Deal », réaction aux horreurs de la crise et au désarroi, tente de réajuster l'économie et une société disloquée par l'iniquité et par la pauvreté. Le capitalisme concurrentiel et individualiste se transforme en capitalisme monopolistique. La concentration économique, l'évolution technique ne sont pas gouvernées par la nécessité d'accroître l'efficacité des entreprises mais par les exigences de la spéculation. L'American Liberty League redouble de virulence à partir de 1935, année où Roosevelt lance le « second New Deal » dans le but de rationaliser l'économie et d'accélérer l'intégration socio-économique. C'est au cours de cette même année 1935 que les Lynd vont étudier les mutations intervenues à Muncie au fil des derniers dix ans. Ils ne changent rien au plan de la première recherche, même schéma classificatoire, mêmes méthodes, mêmes techniques, même dichotomie des classes sociales. Les changements observés sont nombreux et marquants. La séparation entre les deux classes s'est accentuée, même au niveau des quartiers d'habitation. La *working class* s'est différenciée en strates. La strate supérieure des ouvriers spécialisés se distingue, économiquement, culturellement et racialement, des strates moyennes et inférieures. Elle est plus proche de la strate inférieure de la *business class*, constituée d'employés et de petits entrepreneurs ruinés et devenus dépendants. La conscience d'appartenir à un groupe social, le besoin d'informations, le goût pour la lecture, le développement des organismes d'assistance sociale sont des faits nouveaux. La *business class* a désormais une strate dominante, laquelle dispose du pouvoir, fixe les modèles de comportement et de consommation pour toute la communauté.

Les Lynd découvrent que la famille X dispose de pouvoirs immenses, dont il ne s'étaient pas aperçus en 1925. Les X ont un véritable empire économique : de la finance à l'industrie et au commerce. Ce pouvoir économique leur donne un grand pouvoir social et politique, utilisé pour garantir et développer leurs propres intérêts. Fournisseurs d'emplois, les X imposent à tous un certain conformisme. Par l'entremise du crédit ils contrôlent les commerçants, les artisans et les professions libérales. Grâce aux subsides et aux subventions, les X influencent indirectement les écoles, les institutions culturelles, les médias, les églises, les partis politiques et l'administration publique. Tous dépendent du bon vouloir de la famille et son pouvoir se manifeste sous la forme d'un contrôle social des médias, des rôles dans le système productif et des processus de socialisation. Les critiques et les dissidents sont marginalisés, isolés, expulsés. Rien n'avive plus à Muncie les sentiments, les passions, les idées, d'où les difficultés pour y favoriser les changements et les mutations, pour y faire éclore un mouvement social. La sécurité y est plus importante que l'innovation et les valeurs traditionnelles.

Dans *Middletown in Transition* les Lynd restent encore persuadés que cette situation est la résultante d'un conflit de valeurs plutôt que d'intérêts. Ils continuent à interpréter les rapports entre les groupes sociaux de façon empiriste. Les prévisions d'involution (aucune d'elles ne s'est réalisée) de la société américaine sont pessimistes. La conception dichotomique adoptée au cours de la première recherche laissa de côté maintes problématiques, mais elle ouvrit des importantes perspectives aux recherches sur la mobilité sociale. Contrairement à la croyance ordinaire sur la mobilité verticale ascendante et descendante de la société américaine, les Lynd démontrent les difficultés existantes au cours de la même génération. La mobilité intergénérationnelle, moins ardue, est toutefois assez faible. Le poids de l'origine sociale est très lourd.

Les bouleversements qu'à partir de 1929 affectent la société américaine, contribuent à modifier la vision des classes sociales de Lynd. La *business class* n'est guère plus qualifiée de classe moyenne. Composée au sommet d'une couche de grands capitalistes, cette classe est de moins en moins attachée à la vie locale, de plus en plus intéressée à l'engagement national.

Le conflit industriel, la compétition, le contrôle du pouvoir engendrent la domination de l'homme sur l'homme, d'une classe sur toutes les autres et empêchent la réalisation d'une société où la collaboration en vue du bien commun et de l'intérêt général sont possibles. Les Lynd sont désormais convaincus que le capitalisme est malfaisant. *Middletown in transition* eût un accueil enthousiaste de la part des lecteurs ordinaires et des universitaires.

Le dernier livre de Robert Lynd est *Knowledge for what?* Après une analyse de la crise de la famille, des rapports entre les sexes, de la question des jeunes, des vieux, du consumisme, du chaos des villes, de la corruption, de la culture, des dangers des guerres, Lynd montre que la société moderne est déchirée par des contradictions et des conflits générés par le capitalisme. Pour les conjurer il faut remplacer la propriété privée des moyens de production par une autre soumise aux règles de la démocratie. Dans cette perspective la sociologie doit identifier les conditionnements exercés par la structure économique sur la vie quotidiennes des gens. Jusqu'ici, au nom de la neutralité et de l'objectivité les sciences sociales ou bien se sont réfugiées dans les abstractions et l'intellectualisme ou bien elles ont été les servantes des classes dominantes. Dans les deux cas, en acceptant la société telle qu'elle est, en considérant les institutions sociales immuables, les sciences sociales ont négligées les valeurs de la raison, du bien-être collectif, de la démocratie et l'importance des rapports personnels. Elles ont fait l'apologie de l'ordre existant et ont contribué à le légitimer. Les Lynd prônent une sociologie critique et engagée socialement. Cet enseignement sera à l'origine de la sociologie critique américaine des années '60-'70.

Theodore CAPLOW and Howard M. BAHM et alii, *Middletown Families: fifty years of Change and Continuity* [based of the Research of the Middletown III Project, 1976-1981, under a Grant from the National Science Foundation], Minneapolis, University of Minnesota Press, 1982, X-436 p.+ ill.

Dwight W. HOOVER, *Middletown: the making of a Documentary film series*, Chur, Harwood, 1992.

David C. TAMBO, Dwight W. HOOVER and John D. Hewitt, *Middletown: an annotated Bibliography*, New York, Garland Pub., 1988.

Rita CACCAMO, *Back to Middletown: three generation of sociological reflection*, Stanford, CA, Stanford University Press, 1999.

### CHARLES WRIGHT MILLS (1916-1962)

Études de sociologie à l'Université du Texas, doctorat à l'Université du Wisconsin (1941), assistant-chercheur de Hans Gerth à Madison, professeur de sociologie à l'Université du Maryland et puis, dès 1946, à la Columbia University de New York, Mills est convaincu que dans les sociétés contemporaines le pouvoir y est distribué de façon inégalitaire et que les institutions bureaucratiques privent les individus à la fois de la « raison » et de la « liberté ». La sociologie qui s'inspire des valeurs universelles d'égalité et de démocratie, est le mentor de la raison et de la démocratie. Une telle vision, mélange de pragmatisme et d'idéalisme, est déjà évidente dans ses articles de jeunesse désormais réunis dans les volumes *Power, Politics and People* (1963), *Sociology and Pragmatism. The higher learning in America* (1964), et surtout dans son étude sur les dirigeants des syndicats, *The New Men of Power: America's Labor Leaders* (1948), où malgré un radicalisme politique outrancier, le portrait robot des syndicalistes est tracé avec réalisme et précision.

Dans *Les cols blancs* (1951) Mills dénonce les conditions d'existence des classes moyennes américaines, manipulées par le pouvoir, incapables de se faire valoir en tant que groupe social spécifique, soumises aux puissants, dépourvues de principes moraux, politiquement apathiques, inertes culturellement, totalement aliénées. Les cols blancs, désarmés sur le plan individuel et impuissants sur le plan collectif, sont la « création récente d'une époque brutale », de « la civilisation de masse dont ils sont le produit et qui s'efforce de les aliéner encore davantage ». Inquiets, méfiants, aux opinions confuses, aux croyances chancelantes, ils sont toujours à l'arrière garde. L'analyse de l'univers de ces cols blancs, de leurs styles de vie (travail, prestige, réussite), des relations existantes entre leurs différentes catégories professionnelles, fait dire à Mills qu'il n'y a aucune chance qu'ils « puissent former, lancer ou diriger un mouvement politique », qu'ils sont obligés de « s'accrocher » aux vainqueurs, qu'ils sont à vendre « mais, jusqu'à présent, personne n'a fait d'offre sérieuse. » Les descriptions de l'univers des employés, des professions libérales, des enseignants, sont vivantes, colorées, mais les raisonnements démonstratifs restent peu consistants et les prédictions avancées régulièrement démenties. Le pouvoir régissant de manière impersonnelle et froide la destinée de tous, reste un « monstre insaisissable ».

Pour approfondir cette problématique, en collaboration avec Hans Gerth, Mills publie, en 1953, *Character and Social Structure*, où est esquissée une théorie du rôle de la structure sociale dans le processus de formation du caractère. Les dimensions biologiques, psychologiques, sociales, anthropologiques et historiques sont analysées à partir des meilleurs travaux à l'époque disponibles et dans une perspective fortement influencée par Charles Peirce, William James, John Dewey et aussi par G.-H. Mead et Max Weber (dont ils publient des textes choisis dans le volume *From Max Weber. Essays in Sociology*). La psychologie comparée de la vie politique et militaire, des institutions religieuses, de la stratification sociale et de l'entreprise économique, est surtout redevable de la vision que les auteurs ont de la structure sociale, du changement historico-social, du leadership, du comportement collectif aux Etats-Unis.

Le livre *L'élite du pouvoir* (1956) est une tentative de saisir ce « monstre » propre à la société de masse, d'en spécifier la nature et d'en fixer les contours. Le *power elite* est un groupe à trois niveaux (supérieur, moyen, inférieur) mais uni par des intérêts communs, qui agit souvent en secret, qui prend les grandes décisions d'intérêt général en profitant de l'indifférence et de l'abstentionnisme des citoyens. Les questions nationales et internationales sont réglées par les trois strates (économique, étatique, militaire), solidaires et interchangeables, constituant le niveau supérieur. A cette élite du pouvoir, essentiellement recrutée au sein des couches sociales supérieures, sont subordonnés le niveau moyen (décisions locales et sectorielles) et le niveau inférieur (exécution des décisions). Les citoyens sont socialisés d'après les normes fixées et transmises autoritairement par l'élite du pouvoir. Une même socialisation et la convergence des intérêts sont des facteurs de solidarité et d'unification, tandis que les rivalités, les luttes et les conflits ne sont que des épiphénomènes sans grande importance.

A un moment où le maccarthysme bat son plein, les travaux de Mills axés sur la croyance que la société est structurée par les besoins d'un système de production au service de l'élite du pouvoir, qu'il produit nécessairement les inégalités et les exclusions, -ces travaux donnent une identité à la sociologie critique académique et renforcent les positions des critiques sociaux les plus radicaux. L'étude sur les portoricains immigrés aux Etats-Unis, le livre en défense de la révolution cubaine, le pamphlet sur les causes de la troisième guerre mondiale, font de Mills le maître à penser des sociologues radicaux, des étudiants révoltés et de tous les contestataires de l'ordre mondial américain. Dans *Images of Man* (1960), dans *The Marxists* (1962) et puis dans *L'imagination sociologique* (1967), Mills fait l'apologie d'une sociologie engagée contre celle des départements universitaires, contre la recherche sociologique surtout attentive aux corrélations statistiques, aux problèmes microscopiques, à la neutralité scientifique mais de fait, sous le couvert de suprême-théorie, d'empirisme abstrait, dévouée aux puissants et aux institutions bureaucratiques.

Les critiques aux travaux de Mills ont été nombreuses et souvent pertinentes. Une évaluation historique montre qu'ils sont le produit d'un moment donné de l'histoire sociale américaine, d'une tradition de critique sociale et d'une culture qui reconnaît à certains intellectuels le rôle de hérauts du « rêve américain » ainsi que le droit d'attaquer féroce les hommes publics et les institutions. Dans le cadre du développement des théories sociologiques, la contribution de Mills se réduit à la revendication de l'historicité des sociétés, des institutions, des comportements individuels et collectifs, à la nécessité de les étudier dans leur totalité. La thèse que les individus sont toujours insérés dans des structures historiques qui organisent l'environnement et la vie quotidienne, que l'empirisme bureaucratique et la théorie abstraite n'ont pas une vue d'ensemble de la complexité, de l'évolution et de la totalité des structures sociales, – cette thèse, peut-être sous-évaluée par la sociologie historique contemporaine, mérite toutefois d'être reprise et approfondie.

H. APTHEKER, *The World of C. Wright Mills*, New York, Marzani & Munsel, 1960.

G. BUSINO, *Elites et Bureaucratie. Une analyse critique des théories contemporaines*, Genève, Droz, 1988.

- F. CASSANO, *Autocritica della sociologia contemporanea. Weber, Mills, Habermas*, Bari, De Donato, 1971, pp.71-148.
- J.E.T. ELDRIDGE, *C. Wright Mills*, New York, Tavistock Publ., 1983.
- I.L. HOROWITZ, *The new Sociology. Essays in social Science and social Theory in honor C. Wright Mills*, Oxford, Oxford University Press, 1964.
- H. PRESS, *C. Wright Mills*, Boston, Twayne Publ., 1978.
- R. TILMAN, *C. Wright Mills. A Native Radical and his American Intellectual Root*, University Park, PA, Pennsylvania State University, 1984.

### RAYMOND ARON (1905-1983)

Normalien, agrégé de philosophie, séjours en Allemagne de 1930 à 1933, Aron raconte, dans *Le spectateur engagé* (1981) et puis dans ses *Mémoires. 50 de réflexion politique* (1983), l'impact exercé sur sa vie intellectuelle et sur ces choix existentiels par la crise politico-sociale de la république de Weimar et par la découverte de la sociologie et des philosophies de l'histoire allemandes. Sa thèse de doctorat, soutenue en 1938, examen sagace des philosophies critiques de l'histoire, analyse rigoureuse de la philosophie de l'histoire et des limites de l'objectivité historique, est une sévère mise en cause de l'évolutionnisme déterministe, du relativisme historique, du positivisme sociologique, au nom d'une représentation plurielle de l'historicité.

Après la capitulation de la France, Aron se réfugie à Londres, où il dirige jusqu'à la Libération la revue « La France libre ». Revenu en France, il publie ses analyses et ses commentaires de la vie politique française et internationale, des développements des rapports entre les régimes libéraux et les démocraties populaires, dans divers périodiques et quotidiens, écrits puis réunis en des volumes à succès (*Chroniques de guerre. La France libre 1940-1945*, 1990; *Le grand schisme*, 1948; *Les guerres en chaîne*, 1951; *Espoir et peur du siècle*, 1957; *La tragédie algérienne*, 1957; *L'Algérie et la République*, 1958; *Immuable et changeante, de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> république*, 1959; *Les articles du Figaro de 1947 à 1977*, 1990-1997). En 1955 Aron est élu à la Sorbonne. En cette même année il publie *L'Opium des intellectuels* et *Polémiques*, foudroyant réquisitoire contre les intellectuels progressistes dithyrambiques pour le communisme, camouflant les mensonges des dictatures totalitaires, atténuant et déguisant les méthodes et les crimes staliniens, alors même qu'ils dénoncent le moindre égarement des démocraties libérales.

L'enseignement (*Dix-huit leçons sur la société industrielle*, 1963; *La lutte de classes*, 1964; *Démocratie et totalitarisme*, 1965; *Les étapes de la pensée sociologique*, 1967) le convainc que la sociologie ne peut pas oblitérer la contingence des événements, des institutions, des sociétés ni négliger les intentions et les actions, telles qu'elles ont été senties et perçues par les individualités historiques mêmes. Les actions et les événements humains échappent aux lois sociologiques et historiques; ils possèdent une intelligibilité spécifique, celle du titulaire de l'action. L'analyse des sociétés industrielles et de la stratégie atomique (*La société industrielle et la guerre*, 1959; *Le grand débat*, 1962; *Trois essais sur l'âge industriel*, 1966), des idéaux dont les sociétés se réclament, du comment ces idéaux s'accordent ou entrent en conflit entre eux (*Essais sur les libertés*, 1965), l'amè-

ment à constater que « Le passage de l'acte individuel à l'événement supra-individuel se fait à travers le récit, sans rupture de continuité, sans substitution de propositions générales à la reconstitution des faits, par la simple confrontation de ce qu'ont voulu les acteurs et de ce qui est arrivé » (*Dimension de la conscience historique*, 1961). D'où l'impossibilité pour la sociologie d'indiquer un modèle de bonne société. Même dans *Paix et guerre entre les Nations* (1962, nouv. éd., 1984), où pourtant il y a des nombreuses pages consacrées aux implications normatives de la théorie, Aron, convaincu qu'il est qu'il n'y a pas de jugement ultime au-dessus de l'histoire, se borne à faire appel à la prudence, à la modération, à la sagesse des tâtonnements.

Dès 1968 le thème du rôle de l'acteur et de la raison dans les actions sociales est abordé selon différentes perspectives (*La Révolution introuvable*, 1968; *Les Désillusions du progrès*, 1969; *D'une sainte famille à l'autre*, 1969; *De la condition historique du sociologue*, 1971; *Etudes politiques*, 1972; *Histoire et dialectique de la violence*, 1973), toutes systématisées dans un livre à l'érudition et à l'acuité analytique hors du commun: *Penser la guerre, Clausewitz* (1976 et *Sur Clausewitz*, 1987), en effet, explore les actions stratégiques caractérisées par une démarche de l'acteur complètement rationnelle alors même que son aboutissement reste incertain. Ce livre, trente-cinq ans après, repropose, enrichie et argumentée autrement, la thèse des « limites de l'objectivité historique » de l'action. Les livres publiés posthumes (*Etudes sociologiques*, 1988; *Sur la condition juive contemporaine*, 1989; *Sur l'histoire*, 1989; *Machiavel et les tyrannies modernes*, 1993; *Introduction à la philosophie politique*, 1997) confirment l'importance et la constance de cette préoccupation intellectuelle tout au long de la vie intellectuelle de leur auteur. C'est elle aussi à déterminer la place de la sociologie, et notamment du paradigme de l'action sociale, chez Aron.

Le fait que le sociologue ne puisse prétendre atteindre l'ensemble des relations causales entre phénomènes isolés, que les ensembles qu'il construit permettent de parler de la réalité mais pas de la représenter, que ses jugements de causalité parcellaire restent à la marge des ensembles intelligibles, fait dire à Aron que la sociologie est dans l'impossibilité de passer d'un ordre d'intelligibilité à un autre et en conséquence d'élaborer des jugements universels. Ceci explique pourquoi Aron à la recherche empirique a toujours préféré l'analyse des œuvres de grands courants de la sociologie, les interprétations des auteurs marquants de la tradition sociologique. Conformément à sa théorie de la connaissance, l'expérience sociale objectivée par les autres devient fait, observation, moyen de comprendre les actes et les visions, possibilité de dépasser la poussière des événements, de construire des nouvelles totalités intelligibles, d'opérer des nouvelles synthèses provisoires. Les sociologies et les théories sociales du passé lui permettent de profiter du sens de la rationalité rétrospective, elles deviennent des matériaux pour la construction de nouveaux objets scientifiques, pour cerner dans la durée le sens, les motivations, les orientations des actions: « Le passé ... délimite la marge dans laquelle joue l'initiative personnelle, la situation historique fixe les possibilités de l'action... Nous nous situons et par le but que nous nous assignons et par l'histoire que nous nous attribuons.»

Cette œuvre, riche et attachante, proclame qu'aucune compréhension d'une société globale n'est possible, que le sociologue ne peut que construire des totalités intelligibles *hic et nunc*, provisoires, relatives, condamnés au dépassement,

que la sociologie est compréhension, construction-déconstruction de significations objectivisées, qu'elle est une science historique, réflexive, argumentative, un savoir d'équité, une sagesse.

Un tel enseignement, paradoxal et ambigu, reste un défi à relever.

R. ARON, *Bibliographie*, Paris, Juillard, 1989.

P. ANSART, *Les cliniciens des passions politiques*, Paris, Seuil, 1997.

N. BAVAREZ, *Raymond Aron*, Paris, Flammarion, 1993.

R. COLQUHOUN, *Raymond Aron*, London, Sage, 1986.

J. HALL, *Raymond Aron. A Study of French Intellectual Culture*, Cambridge, Polity Press, 1990.

D.J. MAHONEY, *Le libéralisme de Raymond Aron. Introduction critique*, Paris, de Fallois, 1998.

J. STARK, *Das unvollendete Abenteuer. Geschichte, Gesellschaft und Politik in Werk Raymond Aron*, Würzburg, Königshausen und Neumann, 1986.

## UN GÉOGRAPHE PAS COMME LES AUTRES

Claude Raffestin n'est pas le géographe que la tradition sociologique a coutume de canoniser. En effet, il ne reste jamais longtemps enfermé dans le domaine où les sociologues s'attendent à trouver les géographes.

Raffestin est certainement un esprit nomade, truffé de curiosités innombrables et d'intérêts hétérogènes. Il regarde toujours le plus loin possible, voyage sans relâche à travers les sciences de l'homme et de la société et il se complaît à y fureter dans tous les coins. Ni la géographie de la territorialité, ni celle du politique et du pouvoir, ni l'écologie humaine, ni même l'histoire, la philosophie et la littérature ne constituent des buts ultimes à ses interminables errances.

Depuis sa thèse de 1968 consacrée à la géographie industrielle de Genève, Raffestin continue à répéter que la géographie doit s'occuper, certes, des formats micro et macro de l'espace, mais aussi des pratiques et des connaissances que les hommes ont des réalités spatiales.

Puisque nous ne gérons pas l'environnement mais seulement les usages que nous en faisons, puisque les régulations de ces usages ne se situent jamais dans les choses elles-mêmes mais plutôt dans les signes qui les représentent, les questions relatives au fonctionnement, à la légitimation des relations avec l'extériorité et l'intériorité et des hommes entre eux, ces questions deviennent centrales dans la recherche de Raffestin.

L'incommensurabilité des objets et des théories, noyau dur de l'épistémologie à la mode dans les sciences sociales, est délaissée au profit d'une démarche où les niveaux d'observation se complètent au lieu de s'exclure, où les raisonnements en termes de relations visent prioritairement à rendre compte de la complexité du réel, du vécu, du conçu et de leurs représentations.

Constituent-ils des cadres d'interprétation plus adaptés que les anciens aux nouveaux problèmes et aux récents défis ?

En proclamant qu'il y a un sens dans la nature qui n'est pas pensé par l'homme et que le sens de ce qui est pensé par celui-ci lui est donné par le système culturel (d'où les conflits inévitables entre la nature et la culture), Raffestin brouille encore les frontières entre les disciplines telles qu'elles sont institutionnalisées par

l'Université. Ces disciplines ne sont pas assurées de leurs objets et de leurs méthodes et ceci à une époque où les institutions académiques n'arrivent plus à inscrire les changements dans des contextes précis et à leur donner un sens.

Prenons, à titre d'exemple paradigmatique, les écrits de Raffestin sur la ville. Depuis des longues années, le chercheur répète que la ville est un lieu de relations multiples déclenchées par des sphères ou des champs dont l'autonomisation peut atteindre des degrés extrêmes de complexité. Or, pour comprendre ces formes d'organisations sociales engendrées par le processus d'autonomisation, il faut faire le détour par l'histoire, la psychologie, la philosophie politique, et puis utiliser les acquis d'une façon prospective.

Dans un de ses plus beaux textes, Raffestin a écrit, en s'inspirant de Gianbattista Vico, que nous comprenons surtout ce que nous faisons. Cependant, cette connaissance reste fragmentaire car les nouvelles relations qui s'établissent entre les éléments engendrés par le processus d'autonomisation, ces nouvelles relations nous échappent dans une large mesure car elles donnent naissance à des nouvelles interactions où le singulier et l'universel ont des formes s'ordonnant d'une façon autre que celle habituelle. Dès lors, pour en rendre compte une nouvelle grille cognitive doit être construite. Ainsi Raffestin fait surgir des n nouveaux thèmes, des nouvelles problématiques, des nouvelles conceptualisations. Ainsi le débat ayant opposé depuis toujours les sociologues aux géographes à propos des rapports entre le social et le spatial, ce débat devient caduc.

Une lecture systématique de tous les écrits de Raffestin démontre qu'ils nous ouvrent la possibilité de donner de l'intelligibilité aux fonctionnements les plus concrets, les plus complexes, de nos sociétés. Ces écrits nous aident également à établir des liens entre les approches intellectuelles, savantes, et les réalités. Ils nous aident, en outre, à relier ce qui se passe sous nos yeux aux grilles d'intelligibilité qui s'élaborent dans les champs des savoirs.

Que la science sociale transversale de Claude Raffestin, cette science qui sait faire une part si belle à la passion et à l'imagination, qui sait être médiation et conquête du monde, – que cette science sociale-là puisse susciter des vocations et provoquer, enfin, des émulations dans nos universités où, hélas ! la tradition et la routine ont été érigées à système de vie et de gouvernement.

## UN HISTORIEN BAROUDEUR

Après une courte maladie, dans la nuit du 5 janvier, l'historien Ruggiero Romano est mort à l'Hôpital américain de Neuilly, assisté, avec une tendresse et un dévouement extraordinaires, par sa compagne, Madame François Braudel, la fille du fondateur, avec Marc Bloch et Lucien Febvre, de l'Ecole historique française contemporaine.

De Fernand Braudel le défunt se considérait « un disciple trépigant et revêche », mais admiratif des talents multiples, de la créativité, de l'érudition de l'auteur de *La Méditerranée*... et de tant d'autres chefs-d'œuvre. Pour lui Braudel était le plus grand historien du XX<sup>e</sup> siècle, un organisateur culturel génial et un chef d'Ecole incomparable. Et dans le livre *Braudel et nous. Réflexions sur la culture historique de notre temps* (1995) Romano exprime, avec des formules fulgurantes, tranchantes, son admiration et sa gratitude ainsi qu'un mépris gouaillieur

pour les disciples infidèles, pour les héritiers uniquement désireux de s'emparer de quelques miettes de l'héritage institutionnel du maître, de n'être plus des « élèves », de quêter le statut d'« intellectuel médiatique influent ».

Les pages consacrées aux virevoltes intellectuelles des « Annales », aux métamorphoses spécieuses de l'EHESS (dont Romano a été directeur d'études de 1950 à 1989), aux avatars historiographiques de Jacques Le Goff, de François Furet et des autres, sont cruelles, implacables, incisives, engagées, parfois démesurément iconoclastes, mais toujours bien charpentées et faisant mouche à chaque mot.

Romano était un homme bourru par nature, litigieux jusqu'à la manie, anarchiste par tempérament, cheveu dru, regard pointu, mots précis, parler franc et moqueur, humour ravageur, cynique par jeu, par rire, par dérision, et pourtant il cachait un cœur d'or, une probité authentique, une générosité de tous les instants. Il savait cultiver l'amitié sans la moindre réticence, sans petitesesses. Il n'y avait rien de perfide, de sournois chez cet homme à la fois malicieux et bienveillant, ni envieux ni arriviste. Il impressionnait par la solidité de ses jugements historiographiques, par la sûreté et la finesse de ses multiples savoirs, par la compréhension rapide de l'essentiel des problèmes. Une sincérité brusque et rêche, dans tout ce qu'il écrivait et disait, dans tout ce qu'il faisait, a été la cause d'innombrables brouilles et d'inimitiés profondes alors qu'il était doué pour la générosité, la compassion, la compréhension d'autrui et l'amitié, même s'il dissimulait ces qualités avec une obstination acariâtre.

Né à Fermo, petite ville des Marches, Romano a vécu, à partir des années '39, à Naples, la ville où l'influence intellectuelle de Benedetto Croce enveloppait l'Université, les Archives, les Bibliothèques, les Sociétés savantes. Romano a décrit, avec une émotion à peine contenue, dans des pages autobiographiques intitulées *Encore des illusions*<sup>1</sup>, ces années-là, notamment ses rencontres avec les historiens Nino Cortese et Federico Chabod. Ce dernier, le « prince des historiens italiens », « un vrai maître », le persuada d'abandonner les recherches sur la révolution napolitaine de 1799 et de commencer à étudier les effets du traité de Cateau-Cambrésis, celui du 3 avril 1559, entre Henri II et Philippe II, qui mettait fin aux guerres d'Italie, obligeait la France à quitter la Savoie et certaines villes du Piémont et modifiait l'équilibre politique et économique des deux puissances et des régions subalpines.

Romano a écrit à ce propos : « Entre décembre 1947 (date de mon arrivée à Paris) et mars 1948, j'ai vécu des moments assez difficiles, car j'avais l'impression (et plus que l'impression) de perdre mon temps. Les grands professeurs de la Sorbonne me paraissaient assez modestes par rapport aux Chabod, Croce, Luzzatto (de ce dernier, j'avais suivi des cours à Venise en 1946), Cortese. Les cours : d'une nullité totale (sauf ceux de E. Labrousse); les conversations personnelles

<sup>1</sup> R. ROMANO, *Encore des illusions*, dans AA.VV., *Ruggiero Romano aux pays de l'histoire et des sciences humaines*. Etudes publiées à l'occasion de son 60<sup>e</sup> anniversaire, Genève, Droz, 1983, pp.13-28, mais aussi dans *La memoria e i modelli*, dans AA.VV., *Ruggiero Romano, l'Italia, l'Europa, l'America*. Studi e contributi in occasione della laurea honoris causa a cura di A. Filippi, Camerino, Istituto di studi storico-giuridici, filosofici e politici, 2000, pp. 47-63. Dans ce même volume se trouve la bibliographie des écrits de Romano de 1947 à 1999, pp. 457-485. Cf. également *Una giornata con Ruggiero Romano, 25 ottobre 2000*. A cura di L. Perini e M. Plana, Firenze, Le Lettere, 2001.

(sauf celles avec le vieux Bourgin): d'un formalisme qui cachait mal le vide. [...] En mars 1948, le vent tourna. Je rencontrai Fernand Braudel et, par lui, Febvre, Renaudet, Lefebvre et tout le monde des *Annales*. Comment dire [...] le choc de cette rencontre?»

Romano commence alors à s'intéresser à la dimension économique des faits historiques dans le but de l'intégrer dans les faits sociopolitiques et intellectuelles. Les travaux sur les banquiers génois à la cour de Philippe II et sur l'équilibre européen de la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, parus en 1949, restent un témoignage assez probant de cette nouvelle approche. Mais c'est la lecture de *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (1949) qui va bouleverser sa manière de faire l'historiographie, sa conception même de comprendre et de composer le récit historique.

En 1951, en collaboration avec Braudel, Romano publie un livre sur le port de Livourne entre 1547 et 1611, et puis un livret sur le commerce du Royaume de Naples avec la France et les pays riverains de la mer Adriatique. Ces deux livres attestent non seulement la dette de Romano envers Braudel mais surtout sa nouvelle manière, très personnelle de faire la recherche historique, d'expliquer les événements, d'interpréter la complexité, d'écrire le récit.

Krzysztof Pomian a noté, dans un article très perspicace<sup>2</sup>, que Romano dans tous ses travaux sur la première modernité, celle qui va du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, sur l'Italie, l'Europe et l'Amérique ibérique (continent dont il deviendra historien attiré dès 1954<sup>3</sup>), n'a presque jamais privilégié l'approche braudelienne des structures et de la longue durée sauf dans *Die Grundlegung der modernen Welt : Spätmittelalter, Renaissance, Reformation* (1967), écrit en collaboration avec Alberto Tenenti. Il s'est plutôt évertué à approfondir la notion de conjoncture (direction, vitesse, rythme des changements), à la détendre de l'économie à la politique, à la culture, à composer et formuler des conjonctures sanitaires, alimentaires, des réseaux de modèles de comportement, etc., et cela afin de «mettre en lumière les phénomènes massifs qui affectent l'existence quotidienne des populations entières. Et pour redonner de cette façon leur juste place à ceux qui eux-même ne produisaient pas des sources et qui semblent pour cette raison être passés sans laisser de trace, et qui pourtant, pris collectivement, ont été le principal acteur de l'histoire, le plus souvent silencieux, ne faisant que par intermittence irruption sur le devant de la scène mais constamment présent à l'arrière-plan, dans l'ombre. [...] ce sont les conjonctures qui se trouvent au centre de ses recherches et où c'est à partir d'une description et d'une analyse des conjonctures qu'il aborde les problèmes économiques, sociaux, politiques ou culturels des espaces qu'il étudie.»<sup>4</sup>

<sup>2</sup> K. POMIAN, *Romano : histoire et encyclopédie*, « Revue européenne des sciences sociales », XXXVIII, 2000, n. 117, pp. 193-209.

<sup>3</sup> Sur les travaux historiographiques latino-américains cf. M. CARMAGNANI, *La America de Ruggiero Romano*, dans *Ruggiero Romano aux pays de l'histoire et des sciences humaines*, cité, pp. 115-126 et A. FILIPPI, *Per la biografia di un intellettuale euroamericano*, dans *Ruggiero Romano, l'Italia, l'Europa, l'America*, cit., pp. 127-171. Cf. M. CARMAGNANI, *L'economia internazionale e le colonie*, in *Una giornata con Ruggiero Romano*, cité, pp.47-53; M. PLANA, *Para una historia de America*, Ibid., pp. 73-77 et A. MELIS, *La sfida del mondo andino*, Ibid., pp.79-83.

<sup>4</sup> K. POMIAN, *art. cit.*, p. 195 et p. 199.

Des exemples de la justesse de la thèse de Pomian nous sont donnés par les volumes *Tra due crisi: l'Italia del Rinascimento* (1971) et *L'Europa tra due crisi* (1980), où son auteur décrit les phases d'incubation, d'effervescence, de résolution (fracture démographique, déstructuration agricole, déstabilisation sociale, réorientation des activités industrielles, commerciales et culturelles), voire les fluctuations des phénomènes, en d'autres termes les cycles qui produisent les modifications d'un équilibre. Des séries de famines et d'épidémies récurrentes avaient préparé la peste de 1348, bouleversé la démographie, provoqué la dépression économique et sociale, les révoltes paysannes, les conflits entre les villes et les campagnes, les guerres. Une période de complète stagnation économico-sociale va s'en suivre, au cours de laquelle l'Italie voit apparaître les Seigneuries, l'immobilisme absolu assuré par la Ligue de Lodi entre Florence, Milan et Venise (1454) tandis qu'à l'étranger, les Etats nationaux se développent lestement. Le XV<sup>e</sup> siècle italien est un siècle de crise profonde, d'involution catastrophique. Romano, qui situe en Europe la phase d'expansion du cycle au XVI<sup>e</sup> siècle et la récession au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>, considère qu'en Italie l'éclat des villes, le développement des activités bancaires, du commerce des produits de luxe, de l'imprimerie et de l'édition, ne sont rien d'autre que des vestiges, des survivances du passé, des « paramètres anciens »: « splendori...ma splendori d'un fuoco ormai estenuato ». Et de façon quasi assertorique il écrira: « Il existe certainement une crise longue en Italie, qui commence au début du XVI<sup>e</sup> siècle et atteint son point le plus bas au XVII<sup>e</sup> siècle. Elle consiste dans le fait que le poids de l'Italie dans le monde diminue et disparaît presque totalement entre ces deux dates. De sujet actif de l'histoire, l'Italie en devient l'objet passif. Certes, cette ligne déclinante a des moments de ralentissement et accuse même quelques 'récupérations'. Dans certains domaines particuliers, une situation de longue crise n'exclut nullement des éclosions particulièrement brillantes. Mais [...] ces éclosions singulièrement resplendissantes ne peuvent être jugées de façon isolée, comme de purs produits de l'intelligence, de l'imagination ou de l'esprit. » (*Paese Italia. Venti secoli d'identità*, 1994)<sup>6</sup>.

Dans ces écrits Romano ne néglige nullement « ces éclosions resplendissantes ». L'article, écrit avec la collaboration d'Alberto Tenenti, *L'Intellectuel dans la société italienne des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles* (1967), encadre les études consacrées à *I libri della famiglia* (1437-1441) de Leon Battista Alberti, au *Galateo* (1558) de Giovanni Della Casa et à d'autres auteurs de la même période. Son jugement sur ces humanistes en particulier et sur l'humanisme en général est négatif: « La nazione italiana non è venuta a compensare il declino delle libertà comunali. » Ailleurs il a affirmé que l'humanisme, qu'il soit civique, littéraire, courtisan, est assurément la manifestation la plus haute de la créativité des hommes cependant il « non ebbe nulla di 'civile', se per 'civile' si vuole intendere al servizio d'una *civitas* che aspiri ad essere composta da membri liberi ed eguali ». Selon Romano les humanistes sont des aristocrates, des rhéteurs intéressés à la poursuite

<sup>5</sup> À celle-ci Romano a consacré une étude remarquable: *Conjonctures opposées. La 'crise' du XVII<sup>e</sup> siècle: en Europe et en Amérique ibérique*, Genève, Droz, 1992.

<sup>6</sup> Cf. F. FRANCESCHI, *La crisi del XIV secolo e l'Italia*, in *Una giornata con Ruggiero Romano*, cité, pp. 13-22.

d'une carrière; ils ne sont pas les interprètes et les représentants des valeurs patriotiques. Quant à la Renaissance italienne elle ne serait qu'une « grandiosa operazione, in cui una quantità prodigiosa di sforzi, d'intelletti, di sensibilità, veniva impiegata a difendere -dietro una stupenda facciata- un edificio corroso dal tempo e costantemente minacciato nel suo equilibrio.»<sup>7</sup>

Une lecture systématique des écrits de Romano révèle, au-dessous de ces jugements tranchants, une conception de l'histoire fondée sur les discontinuités et attachée à valoriser les différences de temps et de lieux, les modifications des structures grâce à des causes internes ou imposées de l'extérieur.

Dans ses travaux consacrés à l'histoire de l'Amérique ibérique (par exemple : *Les conquistadores. Les mécanismes de conquête coloniale*, 1972, et surtout *L'An-tologia de un historiador*, 1998) Romano montre que les changements de structures adviennent de façon inégale puisque les phénomènes de différenciation engendrés par les transformations agricoles, commerciales, urbaines et culturelles se développent toujours en alternance avec les phénomènes d'intégration. Ce processus de différenciation-intégration produit les discontinuités, les phénomènes de déséquilibre et l'antagonisme entre l'expérience quotidienne et les modèles normatifs devant régler ladite expérience. Plus l'incompatibilité est sévère, plus les transformations sociales sont graves et les phénomènes de dislocation sociale étendus et rapides.

Ces mêmes thèmes nous les trouvons beaucoup mieux argumentés et nuancés dans les travaux d'histoire de l'historiographie : *La storiografia italiana oggi*, 1978 ; *Tra storici ed economisti*, 1982 ; *Braudel e noi*, 1995 ; *Europa e altri saggi*, 1996). Le style et le ton adoptés par l'auteur sont, certes, vifs et agressifs, néanmoins les constats sont justes et les critiques pertinentes. Ces livres constituent, en effet, des aides-mémoire pour se faire une idée claire et distincte à propos des tendances historiographiques contemporaines, de leurs problématiques, du rôle de l'histoire dans la vie politique et dans les débats idéologiques de notre temps.

Romano a joué un rôle très important dans la vie de l'édition italienne. Il a été à l'origine d'un nombre incalculable de traductions, notamment des livres des historiens polonais. Il a fait connaître aux Italiens les travaux d'Alexander Gerschenkron, de Paul Bairoch, de John V. Murra, de Celso Furtado, de B.H. Slicher van Bath, Wilhem Abel et tant d'autres. Il a été, avec Corrado Vivanti, le concepteur-projeteur-directeur de la *Storia d'Italia*, une entreprise intellectuelle laquelle a introduit dans le débat historiographique des problématiques nouvelles (la *social history* anglaise, l'anthropologie historique) des interrogations et des curiosités jusqu'alors étrangères aux préoccupations des historiens italiens (l'alphabetisation, l'école, l'alimentation, le corps, la vie matérielle, la culture dans l'acception sociologique, les valeurs, la photographie, etc.etc.). Certes, une entreprise d'une ampleur si grande suscite des réserves, appelle des critiques. Cependant ses limites, ses imperfections, ses défauts n'arrivent pas à nous faire oublier que cette *Storia d'Italia* est à l'origine d'un renouvellement de la recherche historiographique dans la péninsule. Cette entreprise a été accompagnée par la publi-

<sup>7</sup> Voir L. PERINI, *Ruggiero Romano e il Rinascimento*, Ibid., pp. 23-29.

cation d'une série de textes traitant de l'histoire économique de l'Italie et du monde ainsi que de volumes sur les vicissitudes contemporaines de 1970 à 1980.

La dernière grande entreprise éditoriale dont Romano a été le directeur est, sans aucun doute, l'*Enciclopedia Einaudi*, en 16 gros volumes. Pomian lui a consacré une étude détaillée et en a démontré l'originalité et l'utilité. Cette encyclopédie, a-t-il noté, met sur le pied d'égalité la science contemporaine et le savoir traditionnel; elle privilégie également les relations entre le présent et le passé, entre le présent et l'avenir, sans pour autant être un bilan définitif des connaissances. En effet, il ne peut pas y avoir de synthèses achevées. L'avenir remet constamment en cause les acquis du présent, il nous apporte toujours des choses surprenantes, imprévisibles. En adoptant le point de vue historique pour l'*Enciclopedia Einaudi*, mais ne faisant pas du présent une fin en soi, en laissant les portes ouvertes aux surprises à venir, Romano a fait preuve de sagesse, de prudence et d'humilité. En conclusion de son article Pomian observe avec justesse: « Ces mêmes traits, on les retrouve dans d'autres manifestations culturelles organisées ou inspirées par Romano. Et on les retrouve encore à l'arrière-plan de son œuvre personnelle. Son encyclopédie est une encyclopédie historique comme son histoire est une histoire encyclopédique, l'une et l'autre étant par ailleurs animés du même esprit critique qui s'accomplit non dans l'état de repos parmi les certitudes mais dans une course incessante vers des horizons toujours lointains. »

De cette croyance descendent les raisons de son enracinement culturel, de son identité sociale, de son engagement civique, de ses prises de position intempérantes, de ses coups de rage dévastateurs, de ses excès polémiques.

Dans une page très belle et émouvante du livre *Paese Italia*, après avoir chargé à la baïonnette les historiens et les politologues qui discutaillent de la « mort de la Patrie », de l'obsolescence de la « Nation », de la décomposition de la société italienne, Romano écrit: L'historien fait des analyses, il ne fabrique pas des recettes de « social and political engineering ». « E appunto da storico dico (ripeto ormai da quarant'anni) che la crisi italiana è vecchia, congenita ormai. L'infaciamento della classe dirigente italiana dura da almeno cinque secoli. La cancrena rode l'Italia da cinque secoli [...]. La storia dello stato (anche nelle sue frammentazioni) in Italia non è altro che quella di un sepolcro imbiancato. » Il faut réagir aux inepties des « nouveaux prophètes » du racisme et des *infovariétés* politico-historiques. « Reagire vuol dire ricordare ad alta voce che alle nostre spalle abbiamo trenta secoli di una storia che ci è comune per il bene e per il male, e sia pur tra vicende che hanno a volte separato gli italiani anche su periodi lunghi. [...] Ma questi discorsi non passeranno se non saranno tenuti con durezza almeno pari a quella impiegata da quanti si accaniscono a dividere. Il nuovo di cui tanto si parla non potrà affermarsi altrimenti con chiarezza e con un certo manicheismo. [...] Io credo poco alla nazione e credo molto, invece, nel paese. La nazione è un'idea e un'idea giovane (poco più di due secoli). Il paese, invece, è un fatto antico. Ritorniamo dunque al nostro grande paese che è l'Italia. »

Ces pages montrent non seulement l'érudition et le savoir de l'historien, son courage et son honnêteté, son intransigeance et son idiosyncrasie aux modes du moment, mai surtout sa passion pour la vérité historique.

Sa disparition est une perte irréparable pour la communauté des historiens et pour tous ceux qui l'ont connu.

Quant à moi qu'il me soit accordé la permission de conclure avec Chamfort : « Je ne dis pas du bien de cet homme parce qu'il était mon ami, mais il était mon ami parce qu'il y avait du bien à en dire. »

## UNE SOCIÉTÉ SOUS SURVEILLANCE

Dès les années '30 (Aldous Huxley publia *Le meilleur des mondes* en 1932 et Georges Orwell en 1945 *La ferme des animaux* et en 1949 *1984*) innombrables et foisonnants ont été les débats à propos des dérives de notre monde moderne, de plus en plus fasciné par les techniques et captivé par les systèmes de protection, de contrôle et de surveillance. En 1964 Herbert Marcuse, dans *L'homme unidimensionnel*, proclama crûment que la société industrielle avancée est une société close « parce qu'elle met au pas et intègre toutes les dimensions de l'existence, privée et publique. » Des formes insidieuses de contrôle social et de surveillance rétréciraient nos droits, rapetisseraient nos libertés, elles mettraient en place « un univers vraiment totalitaire dans lequel la société et la nature, l'esprit et le corps sont gardés dans un état de mobilisation permanente pour défendre cet univers. » À la suite des controverses déclenchées par ce texte et par les autres livres de Marcuse, philosophes, sociologues, essayistes, publicistes, journalistes ont analysé ces mutations sociales mais aussi les incidences de tant de transformations sur notre vie quotidienne, sur les droits individuels et les libertés publiques ; ils ont amplement décrit notre phobie des risques, des incertitudes, notre quête de sécurité. Tout récemment, Jean Baudrillard a annoncé que la société surveillée organise la vie privée et soumet, de gré ou de force, à l'ordre de la raison les expériences les plus personnelles, la santé, les loisirs, la sexualité, la mort. Le monde moderne, au lieu d'émanciper les individus, a fabriqué – dit-il – surtout des hommes-masse, véritable « trous noirs » où s'engloutissent la politique, l'économie, l'ordre social, la culture, tout ce qui constitue notre civilisation. Le seul phénomène qui s'accorderait avec cette autodestruction, qui l'accompagnerait et lui ressemblerait, serait le terrorisme, son absurdité radicale. Avec une certaine insolence provocatrice Baudrillard affirme : « ...l'idée de liberté, idée neuve et récente, est déjà en train de s'effacer des mœurs et des consciences » tandis que « la mondialisation libérale est en train de se réaliser sous la forme exactement inverse : celle d'une mondialisation policière, d'un contrôle total, d'une terreur sectaire. La dérégulation finit dans un maximum de contraintes et de restrictions équivalant à celles d'une société fondamentaliste. »

En amont de ces affirmations il y a une croyance, assurément partagée par d'autres « faiseurs d'opinion », que rien ne vaut rien, que les droits individuels sont un leurre, que la violence et le terrorisme sont des corollaires naturels du totalitarisme institutionnel, de société ayant érigé à système de fonctionnement les simulacres, la simulation et la séduction et où même l'ordre de la production et du désir a été détruit.

Ici il n'est pas opportun d'analyser les thèses de ce philosophe-sociologue qui s'autoproclame « paroxyste indifférent ». Ici il faut plutôt partir d'un constat mieux établi : tous les sondages disponibles indiquent que les besoins et les désirs de protection sont si considérables qu'une importante fraction de citoyens européens est prête, en échange d'un renforcement de la sécurité, à voir limités leurs

droits par un contrôle social plus sévère. Ces citoyens se sentent, en effet, désécurisés, ils vivent dans l'anxiété lorsque la technologie fait défaut (Tchernobyl ou AZF à Toulouse), ils craignent les risques, étendus, gradués, progressifs (par exemple, les problèmes du climat, l'effet serre, le plomb, la dioxine, l'amiante, les autres polluants, la vache folle, etc.); ils estiment que la société ne les met pas à l'abri de la succession de menaces, d'agressions, de la radicalisation, des errements et du déchaînement de la haine des uns et des autres, de tant de périls physiques, économiques et sociaux. Ils redoutent les menaces à leur raison de vivre, à ce qui les fait des êtres humains civilisés. La mondialisation et la concentration des échanges, le développement technologique, les déréglementations ont créé un univers d'incertitude, de risques, d'accidents, de périls inédits pour un nombre incalculable de personnes.

La recrudescence des risques et des dangers, notamment dans les villes, est avérée. Les larcins, les cambriolages et toutes sortes d'incivilités et de violences ainsi que d'agressions contre l'intégrité des personnes et des biens, constituent notre lot de souffrances journalières. En plus, les attentats, les massacres, les guerres, les tunnels en flamme, les périls bactériologiques, chimique, nucléaire, la réduction de postes de travail, le ralentissement économique, l'instabilité sociale, ont fait progresser le taux d'anxiété, et transformé en phobie, notamment après le 11 septembre 2001, le sentiment de ne pas être préservés des périls et des adversités.

Pour rassurer l'opinion publique les autorités s'évertuent à faire parade de projets sécuritaires. Par exemple, l'Institut européen de standardisation des télécommunications (ETSI) prépare la mise en place d'une interface unique d'interception des écoutes, en temps réels, de tous les réseaux téléphoniques. L'Europol est en train de structurer un espace judiciaire dans lequel les procédures préalables aux écoutes transfrontalières seront considérablement allégées. Les ministres de la justice et de l'intérieur des pays de l'UE s'interrogent, à leur tour, sur l'opportunité de limiter la liberté de déplacement dans les Etats de l'Union, liberté réglée actuellement par le traité de Schengen du 26 octobre 1997. La Commission européenne a préparé un projet de décision-cadre afin d'unifier les législations des Etats membres, tant en ce qui concerne la définition du terrorisme que les peines imposées. La liberté d'association, le droit de grève, la liberté d'expression, les droits démocratiques fondamentaux sont affectés, pour ne pas dire limités par cette décision si les autorités compétentes la valideront. Même la Suisse suit le courant. En effet, le conseil fédéral a promulgué, au mois d'août de l'années 2001, une ordonnance, datée du 27 juin. Sur les moyens susceptibles d'assurer la sûreté intérieure. Cette ordonnance règle les écoutes téléphoniques, les moyens audiovisuels, les activités politiques, l'établissement des profils de personnalité, les cartes clients, les contrôles de sécurité, et elle crée en même temps le Service fédéral d'analyse et prévention, le SAP.

La panoplie des dispositifs sécuritaires est pourtant déjà en place, depuis bien des années, dans nos démocraties. Différentes espèces de systèmes technologiques relèvent nos comportements, enregistrent nos attitudes, fichent et décortiquent nos actions. Portails électroniques, caméras vidéo en circuits fermés, logiciels de reconnaissance automatiques des visages, logiciels d'autoévaluation, moteurs de recherches superpuissants capturent les informations personnelles et peuvent les exploiter immédiatement. Les cookies, les spywares ou les webs-bugs

pénètrent dans le disque dur des utilisateurs – à leur insu, le plus souvent – par les sites consultés. Ces petits fichiers capturent les informations personnelles. Grâce aux nouvelles fonctionnalités de ces moteurs de recherche, les internautes peuvent accéder aux informations les plus confidentielles. Des caméras de surveillance biométriques, reliées à un ordinateur, facilitent l'analyse, en temps réels, de 128 caractéristiques faciales, et ainsi il est facile de repérer les suspects ou les indésirables. Les mouchards (CCTV), installés dans les rues d'un grand nombre de villes, épient nos gestes, nos démarches; des petits boîtiers à 200 dollars permettent instantanément la reconnaissance électronique des empreintes digitales.

Certes, les recherches sociologiques de Clive Norris et de Garry Armstrong mettent en doute l'efficacité de la vidéosurveillance et suggèrent que les utilisateurs et les autorités publiques dissimulent, derrière les prétextes de la lutte contre la criminalité et de la recherche sécuritaire urbaine, des projets politiques sources de substantielles perplexités. Pour sa part, James Bamford, dans son *Body of Secrets*, après avoir décrit comment les réseaux *Echelon* et *Carnivore* capturent toutes les communications effectuées dans le monde par téléphone, télécopie, télex ou courriel, nous console quelque peu en affirmant que la moisson est si abondante que l'exploitation en est problématique, pour ne pas dire impossible. Il n'en reste pas moins que le courrier électronique peut être lu, que le contenu d'un disque dur saisi, que la navigation sur Internet peut être analysée et puis utilisée. Le logiciel *Investigator* enregistre chacune des actions de l'utilisateur et expédie le résultat par courriel vers un site de télésurveillance. Une base de données permet de retrouver la date et l'heure de frappe de chaque mot du clavier – même s'il est effacé – ainsi que le nom du programme utilisé. L'usage de l'ordinateur ou la navigation sur Internet dévoilent, à notre insu, nos idées, nos sympathies, nos penchants. Le logiciel *Pretty Good Privacy* code et décode tous les secrets cryptographiés. Protéger la vie privée de l'utilisateur, empêcher la lecture des cybermessages dès la connexion avec le réseau est une tâche presque impossible. Microsoft a dû admettre que même son *Internet Explorer* est perméable aux « fichiers espions ».

Cet immense réceptacle de données nominatives qu'est la toile (publipostage, E-santé, commerce en ligne, E-administration, etc.) accélère l'accumulation des informations, de façon illimitée, dans une sorte de mémoire indéfectible où nous pouvons les repérer instantanément, les croiser, les comparer, les agréger, les objectiver, les transférer vers des paradis informatiques, les placer dans des flux transfrontaliers comme n'importe quelle autre marchandise. En somme, avec l'informatique, l'intégration et la centralisation de toutes les informations sont aisément réalisées. En plus, l'informatique déplace la disponibilité et l'utilisation des fichiers informationnels de l'échelle locale à l'échelle internationale. Le numérique a modifié aussi le rapport public-privé, rompu l'équilibre, par ailleurs toujours instable, entre les libertés individuelles et la sécurité collective; il a transformé la vie privée en marchandise aliénable. Le *Right to Privacy* qui garantissait l'intimité, le secret, l'image, la tranquillité de la personne, ce droit est devenu une simple protection théorique contre les intrusions informationnelles alors même que le *Right to be let alone* est fortement limité par le *Right to Publicity*. Ces bouleversements de nos modèles normatifs ont produit une forme nouvelle de pouvoir de domination sociale sur l'individu; ils ont créé le pouvoir informatique.

Ce pouvoir n'est pas encore suffisamment réglementé malgré les efforts méritoires des commissions « informatique et liberté » là où elles existent. Nos

systèmes juridiques se basent toujours sur le lieu de l'échange, de l'interaction, sur la territorialité de l'infraction ainsi que sur la domiciliation des intéressés alors même que le transfert des informations d'un pays producteur aux pays « havres de données », est une modalité plus que courante; alors même qu'il est très difficile d'établir qui possède l'information, quelle est la nature (privée, commune, publique) de celle-ci, de fixer la source d'où elle vient, de nommer l'auteur qui l'a créée et d'identifier le propriétaire de l'ordinateur avec lequel ladite information a été façonnée.

Dans nos sociétés surveillées, le droit désormais ne se configure plus comme une liberté négative, la liberté de refuser ou de prohiber l'utilisation des informations personnelles. Il est devenu une liberté positive, celle d'exercer un droit de contrôle sur les données qui se rapportent à la personne et à sa sphère réservée (connaître, corriger, supprimer, ajouter) et insérées dans des fichiers informatiques des archives publiques ou privées.

Est-ce que la mise en place de systèmes de sécurité de plus en plus sophistiqués soulagera nos angoisses, nos peurs? Satisferont-ils nos besoins de protection? Est-ce que tant de méfiance même à l'endroit de la routine quotidienne, d'inquiétudes pour les risques paraissant effrayants parce qu'imprévisibles et insaisissables (tel le bacille du charbon, par exemple), seront enfin apaisées? Serons-nous capables d'élaborer une culture de l'incertitude distincte de la culture du risque résiduel et de la sécurité absolue, différente profondément de la culture du non-risque, qui –selon le sociologue allemand Ulrich Beck, « consiste à brider l'innovation par des dispositifs de sécurité dès son origine »? Serons-nous un jour prochain prêts à agir en situations d'incertitude ou de risque, en somme à vivre la vie courante?

Grande reste l'irrésolution à propos de comment lutter, autant que faire se peut, contre l'insécurité, contre les violences quotidiennes, contre l'apocalypse annoncée par le terrorisme, sans mettre en danger ou écorner les droits fondamentaux des personnes, nos libertés civiques, le patrimoine des droits de l'homme?

Que faut-il faire afin que tous les contrôles nécessaires pour lutter contre les fléaux du terrorisme et de l'insécurité ne deviennent jamais des législations communes dans nos Etats de droit, dans nos démocraties?

Aujourd'hui personne n'ose proposer des mesures pour résoudre ces problèmes, pour surmonter ces difficultés. Dans la situation actuelle d'incertitude et d'insécurité, nos sociétés sont la proie de techniques qui bouleversent toutes les conditions sociales et les relations humaines, tant publiques que privées. Tant et si bien que pour survivre, nous devons nous adapter, tant bien que mal, à des modes de vie sans précédents historiques, à des contraintes, à des restrictions périlleuses à longue échéance, et pour y arriver devons surtout nous ingénier à trouver des solutions interlocutoires à des problématiques entièrement nouvelles. Et nous s'y sommes bien obligés car il en va de l'avenir de notre civilisation et du sens de nos libertés.

La démocratie sera-t-elle capable de maîtriser ces défis? Certes, nombreux sont les dangers qui la menacent. Chaque jour s'allonge la liste des méfaits sur nos libertés; chaque jour s'impose davantage l'idée que le seuil supportable est désormais atteint sinon dépassé, et qu'il est vital de prendre un tournant. Mai, cela n'empêche point que les systèmes de surveillance et de protection continuent à se développer, à être installés partout, à nous procurer des possibilités à la fois pro-

digieuses et terriblement redoutables. Comment pourrait-on dénier à la société, dans les circonstances actuelles, le droit et le devoir de veiller à l'usage de ces systèmes qui sont, simultanément, bienfaisant et malfaisant? Comment sauvegarder et accroître les libertés civiques tout en prenant garde au terrorisme et à l'insécurité?

Le problème essentiel de notre temps est, évidemment, un problème de significations et de buts, de choix et de priorités, c'est la question politique au premier chef. La crise actuelle, dans nos sociétés, tient surtout au déclin des croyances, au terrible hiatus qui s'est creusé entre la gestion au quotidien, le pragmatisme technocratique et l'imaginaire politique. La pensée politique et sociale contemporaine ergote, hélas ! sur le choc des civilisations, sur la postmodernité et sur la fin de l'histoire ou bien marmotte l'apologie du passé et de la tradition en tant que bienfaits et sagesse présents et futurs. Cette pensée sociale n'a même pas entrevu que la mondialisation n'est pas seulement celle des marchés, qu'elle est aussi celles des droits, des processus sociaux et culturels mondialisés, des formes nouvelles de communication, des technologies de l'information à l'échelle mondiale, des nouvelles possibilités de discrimination, des contours inextricables esquissés par les naissances ou bourgeonnantes identités personnelles et ethniques, des nouveaux types de citoyennetés, des relations entre la tradition et la modernité, entre la mémoire, l'oubli et l'histoire, entre nous et les autres, entre la démocratie de participation et celle de représentation.

Espérons que la tragédie de ces derniers mois nous aidera à penser mieux, c'est-à-dire moins métaphoriquement et rhapsodiquement, les problèmes spécifiques des libertés, des droits individuels, de l'exercice du contrôle social et de la protection de la vie quotidienne dans la société démocratique.

Qu'il me soit permis de conclure avec les paroles d'Olivier Mongin dont les articles, après les attentats et l'intervention afghane, restent des témoignages de courage et de perspicacité: Il est temps, il faut « recréer une architecture matérielle et mentale, repenser les fondations et, peut-être, préserver [ainsi] l'esprit de la démocratie ».

## LA MONDIALISATION AU MIROIR DE LA SOCIOLOGIE

Le terme mondialisation et son compère globalisation, au sens que nous leur attribuons de nos jours (antonymes d'harmonisation générale et d'ordre mondial), ont fait leur apparition dans le vocabulaire français dès la fin des années 1950. D'emblée, ces termes ont désigné une situation de crise marquée par l'apparition de pouvoirs et de contraintes nouveaux (économiques, financiers, scientifiques, culturels) ainsi que par des cadres de vie inédits indiscernables et pourtant bien concrets, tels que le nivellement et l'uniformisation des phénomènes, le durcissement de la compétition économique, les inégalités des conditions de production, la circulation non maîtrisable des capitaux, etc.

Le terme mondialisation, qui évoque la perception et la description de cette situation de crise, en suggère aussi implicitement l'explication: la généralisation du système capitaliste, les mécanismes du marché mondialisé, le développement des transports, la suppression des distances grâce aux nouvelles technologies de

l'information. Ces phénomènes créent des interdépendances, morcellent les solidarités, désagrègent les valeurs établies, valorisent les vertus de l'éclatement, écrètent les différences, ébranlent les structures sociales, accentuent les processus d'exclusion et de marginalisation, rendent précaires les politiques publiques et impuissants les États nationaux.

Le remplacement de l'égalitarisme par le relativisme, la proclamation que toutes les cultures et toutes les expressions esthétiques sont légitimes, que tous les systèmes de valeurs sont équivalents ont contribué à amplifier les désarrois et à susciter des attitudes conformistes, des formes de ségrégation volontaire, des réactions de rejet de la rationalité, de la tolérance, de la non-violence, d'où le développement des particularismes et des mouvements ethniques, nationalistes, xénophobes et raciaux. D'où aussi le sentiment d'être victimes d'un monde inhumain et non maîtrisable.

Le sociologue sait que la perte des points de repère engendre des convictions floues, des désirs provisoires, une crise profonde de la subjectivité, de l'intériorité, de l'identité, du lien social; il sait que dans ces conditions il est difficile d'accéder aux réalités universelles, aux significations des autres, d'admettre la pluralité des mondes, la pluralité et le partage des cultures. Mais peut-il conceptualiser la mondialisation comme s'il s'agissait d'un phénomène unique? Peut-il réduire les processus générés par la mondialisation à des indicateurs d'une crise de la modernité ou à des indices de sa fin? Est-ce que la mondialisation est un processus vraiment unique ou bien y a-t-il de multiples mondialisations qui s'impliquent les unes les autres? S'agit-il de formes encore rudimentaires de rationalisation dont les fins pourraient être la construction d'un monde où les différences et les oppositions conflictuelles seraient soumises à la norme éthique de la non-violence?

De quelle façon, nous les sociologues, avons-nous abordé ces questions et y avons-nous répondu, le cas échéant?

Il est notoire que dans le dernier quart de ce siècle le paradigme de la correspondance entre les systèmes sociaux et les acteurs a été délaissé au profit des travaux sur les systèmes sans acteurs, sur les stratégies rationnelles en situations complexes et imprévisibles ainsi que des études sur les acteurs en contextes de crises, de risques, de décomposition des liens sociaux, ou encore des recherches sur les acteurs qui, au nom d'appartenances et d'héritages particularistes, rejettent les orientations et les représentations communes et privilégient la violence ou les replis identitaires.

Ce divorce entre les systèmes et les acteurs a fait que les analyses sociologiques sur la mondialisation/globalisation ont produit, jusqu'ici, des savoirs fragmentés, compartimentés. En plus, à défaut de catégories pertinentes, d'indicateurs mesurables, d'une modélisation conférant de l'ordre à des données multidimensionnelles, planétaires, la conceptualisation n'a pu être élaborée qu'en termes statiques d'intégration des marchés, des cultures, de l'information, de la communication, d'idéologies, de crise de la politique, et surtout d'internationalisation des capitaux, de flux financiers, ou de structure, d'organisation, d'état du monde, ou encore en termes de rupture, de réaction, d'effondrement des régulations sociales. Dans un cas, la mondialisation/globalisation est une manière de décrire le réel, d'observer les nouvelles sociabilités instaurées par les technologies de l'immatériel, de représenter les imbrications du mondial et du local; dans l'autre cas, elle

est l'idéologie du libéralisme économique, d'un capitalisme déterritorialisé, soucieux de déréglementation, de compétitivité, de réactivité, de flexibilité, de marchés du travail polyvalent, de privatisation, d'avantages concurrentiels; elle est la cause principale de l'explosion de l'économie informelle, du chômage, de l'emploi précaire, du travail à domicile, de la sous-traitance.

Pour les uns, l'homogénéisation économique du monde et la croissance illimitée qui en découle combleront les différences d'équité et de droits entre les populations, tandis que pour les autres, la régulation marchande de l'ordre social creusera les inégalités à l'intérieur de chaque pays, augmentera les clivages entre les sociétés du Nord et celles du Sud. Certains considèrent qu'il s'agit de la suite du vieux phénomène de l'internationalisation, du prolongement de mouvements séculaires, commencés au XV<sup>e</sup> siècle et puissamment accélérés aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. D'autres proclament qu'on assiste à un bouleversement majeur de toutes les réalités sociales antérieures, voire à une modification singulière de notre être au monde<sup>1</sup>.

Peut-être que dans les années à venir les recherches comparatives et multidisciplinaires, comme celles du projet « Globalife, 1999-2004 » menées par la Faculté de sociologie de l'Université de Bielefeld pour le compte de la Fondation Volkswagen, nous aideront à mieux cerner ces problématiques. En attendant, ici et maintenant, il faut utiliser les quelques synthèses disponibles à la façon de l'écrivain Jorge Luis Borges, qui reconstitue une civilisation perdue à l'aide de quelques livres d'une petite bibliothèque.

Déjà en 1966 Wilbert Ellis Moore, puis en 1980 Johan Vincent Galtung, en 1982 Niklas Luhmann et en 1991 Anthony Giddens ont essayé d'esquisser les contours d'une sociologie de la mondialisation/globalisation, mais c'est à Immanuel Wallerstein, dont les premiers travaux remontent à 1979, et à Roland Robertson (ses recherches ont été réunies en un volume en 1992) que nous devons les études les plus méthodiques sur la mondialisation en tant que système sans acteurs<sup>2</sup>. Véritables

<sup>1</sup> Un bon état de la question se trouve dans N. Fliegstein, « Rhétorique et réalités de la mondialisation », *Archives de la recherche en sciences sociales*, n° 119, septembre 1997, p. 36-47. Voir aussi M. Albrow, *The Global Age: State and Society Beyond Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1996; C. de Boissieu (dir.), *Les mutations de l'économie mondiale*, Paris, Economica, 2000; D. Held et al., *Global Transformations: Politics, Economics and Culture*, Cambridge, Polity Press, 1999; B. Holden (dir.), *Global Democracy: Key Debates*, Londres, Routledge, 2000; R. Kiely et P. Marfleet (dir.), *Globalization and the Third World*, Londres, Routledge, 1998; A. McGrew (dir.), *The Transformation of Democracy? Globalization and Territorial Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1997; Y. Yamamoto (dir.), *Globalism, Regionalism and Nationalism: Asia in Search of Its Role in the 21<sup>st</sup> Century*, Londres, Blackwell, 1999.

<sup>2</sup> W. E. Moore, « Global Sociology. The World as a Singular System », *American Journal of Sociology*, vol. 71, n° 5, 1966, p. 475-482; J. V. Galtung, *The True Worlds: A Transnational Perspective*, New York, Free Press, 1980; N. Luhmann, « The World Society, a Social System », *International Journal of General System*, VIII, 1990; A. Giddens, *The Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1991. I. Wallerstein, *The Capitalist World-Economy*, Cambridge, University Press, 1979; du même auteur: *Historical Capitalism*, London, Verso, 1984; « Societal Development or Development of the Modern World-System », *International Sociology*, n° 1, 1986, p. 3-17; « Culture as the Ideological Battleground of the Modern World-System », dans M. Featherstone (dir.), *Global Culture, Nationalism, Globalization and Modernity*, Londres, Sage, 1990; *Unthinking Social Science: The Limits of Nineteenth Century Paradigms*, Cambridge, Polity Press, 1991; « The Rise and Future Demise of World-Systems Analysis », *Review of*

paradigmes, au sens de Merton, ces études se fondent sur des hypothèses cohérentes et, pour certaines d'entre elles, vérifiables, empiriquement.

Immanuel Wallerstein démontre qu'à partir du XV<sup>e</sup> siècle s'est mis en place un capitalisme, devenu, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, une économie-monde. Des cycles longs alternant l'expansion et la stagnation, la récession et la reprise, ont bâti, au fil de cinq siècles, l'unité systémique de l'économie-monde. Les stagnations et les récessions ont été maîtrisées grâce à des processus de changements et de développements technologiques, à la prolétarianisation des travailleurs et à l'incorporation de nouveaux territoires. Ces processus ont été consolidés et garantis par la généralisation des États nationaux, par les luttes entre les deux classes antagonistes, par la compétition entre les capitalistes. Cela explique la nature et la spécificité des nationalismes, des racismes, du sexisme, des idéologies religieuses, des tensions ethniques ainsi que de nombreuses autres réalités sociales. Les caractéristiques fondamentales de ce système sont la globalité et la tendance à l'autoconservation et à l'équilibre.

Le système de l'économie-monde capitaliste ne change pas de substance malgré les transformations des positions relatives des centres et des périphéries. Les mouvements antisystème sont les produits du système-monde lui-même, donc ils ne peuvent pas en modifier la nature ni les rôles. Les déséquilibres produits demeurent fonctionnels; ils participent au maintien de l'ordre systémique. Certes, le système n'est pas exempt de contradictions. À cause de leur déclin démographique et du vieillissement de leurs populations, les pays riches ont besoin de travailleurs africains et asiatiques, mais ils ne veulent pas leur reconnaître de véritables droits d'établissement. Alors que la multiplication des flux et des échanges économiques, à l'échelle planétaire, est sans limite, alors que dans la vie sociale les contraintes économiques internationales sont déterminantes, dans la vie nationale l'État contrôle toujours le centre et la périphérie. Il est le garant des inégalités internes et des échanges inégaux consubstantiels à la division internationale du travail. Il constitue la structure fonctionnelle indispensable à l'accumulation capitaliste, il est une création du système, sans quoi ni la genèse ni la reproduction de ce dernier ne seraient effectives.

La théorie du système-monde représente fort bien certains caractères structuraux de la mondialisation. Cependant, en dérivant de l'échange inégal la domination du centre sur la périphérie ainsi que l'unité systémique du monde, cette théorie ne laisse pas la portion congrue au pouvoir, à la conquête, à la colonisation, aux multiples causes qui ont produit et reproduit l'échange inégal, notamment l'appropriation des surplus, la direction de leurs flux, la division du travail; elle méconnaît l'existence d'une dimension politique internationale antérieure aux dynamiques du capitalisme.

À l'opposé de l'économisme de Immanuel Wallerstein se situe le culturalisme de Roland Robertson. Celui-ci présume que les processus en cours sont en train de rapetisser le monde, de faire de l'Humanité une société unique. Une culture autonome englobant les dynamiques politiques et socio-économiques est en train

---

*Fernand Braudel Center*, vol. I, n° 21, hiver 1998, p. 103-112. R. Robertson, *Globalization. Social Theory and Global Culture*, London, Sage, 1992, ainsi que le recueil d'articles édités par M. Featherstone, op. cit.

d'apparaître. Elle constitue le cadre de référence par lequel les couples homogénéité/hétérogénéité, intégration/désintégration, unité/diversité seront dépassés par la synthèse du global. Cette culture transcende l'unité société-État et se situe au-delà de la société-nation; elle produit des processus d'intégration (culturelle, normative, communicative, fonctionnelle) et de désintégration (des codes, des mémoires, des signaux, des langages et des pratiques sociales); elle valorise les diversités, les variétés et les richesses spécifiques. En même temps, elle suscite la résistance à l'ordre et aux contraintes. La multiplication des flux culturels engendre des tensions, mais elle favorise aussi l'élaboration des cultures transnationales, déterritorialisées, ouvertes aux échanges immatériels et aux contacts interpersonnels. Il y a des rencontres et des chocs entre les différentes cultures, mais ils prennent place à l'intérieur d'un contexte global, complexe, désordonné, lui-même en formation, en voie de construction.

Cette approche met en évidence la dynamique et l'autonomie des facteurs culturels, l'interdépendance de toutes les sociétés, mais surtout elle insiste sur le fait que les images, les représentations du monde sont construites et propagées aujourd'hui dans un contexte global. La globalisation est la conscience d'être dans un « lieu » qui n'est ni une communauté ni une société, lieu où les cultures, les sociétés, les individus adaptent leur existence particulière à l'ordre et au désordre d'un monde nouveau en formation.

Les composantes principales de cette construction théorique sont : l'Humanité, la citoyenneté, les droits de l'homme et le droit d'ingérence.

Par la référence à l'Humanité, l'individu peut dénoncer les violations du droit humanitaire, les destructions irréversibles de l'environnement, les risques sociaux et écologiques, les dangers pour la biodiversité, etc. Cette résistance relativise l'autonomie des sociétés particulières et l'hégémonie des États. Ces derniers ne peuvent plus faire abstraction des règles, des normes et des attentes du système mondial. La citoyenneté n'est plus un rapport privilégié entre l'individu et son État d'appartenance. Les migrations internationales en ont révélé la fragilité; elles marquent la contradiction entre cette appartenance particulière et l'appartenance universelle à l'espèce humaine. Les droits de l'homme ouvrent la voie au droit d'ingérence. La souveraineté et l'inviolabilité des États sont ainsi limitées. En bref, bien qu'elle se développe dans un contexte fluctuant et aux contours encore indiscernables, la globalisation favorise néanmoins la création d'une nouvelle image du monde; elle modifie la nature des identités et des cultures, leurs rapports réciproques; elle est inéluctable. Les renouveaux ou les renaissances des nationalismes, des ethnocentrismes, des fondamentalismes, des particularismes, ne sont que des moments « du double processus d'universalisation du particularisme et de particularisation de l'universalisme ».

Contrairement aux théoriciens du système-monde qui attribuent ce double processus au capitalisme, Roland Robertson en fait une caractéristique de la nature humaine: l'universalisation du particularisme découle du fait que les hommes savent qu'il n'y a pas de limites à la spécificité, à l'unité, aux différences, à l'altérité des individus, des cultures, des sociétés, tandis que la particularisation de l'universalisme est la conséquence de la généralisation de l'idée de participer, quoique d'une position particulière, à une essence humaine universelle. Dans cette perspective, il n'y a pas de place pour le couple local/global. Les idées locales sont globalement vécues et propagées. Elles existent et s'affirment à l'aide

et avec l'apport du contexte global. Ce processus serait bien représenté par le concept japonais de *dochakuka*, c'est-à-dire de « glocalisation », de localisation globale.

À Anthony Giddens, pour qui la globalisation est la forme la plus radicale de la modernité, Roland Robertson oppose la nouveauté et l'originalité absolues du phénomène. Il ne s'agit pas d'une troisième révolution industrielle, mais d'une mutation aux conséquences exceptionnelles. Certes, l'Occident est le promoteur et le diffuseur d'idées et de concepts universels, et notamment du droit à la singularité, à l'autodétermination ; certes, c'est l'État-nation, à l'origine société fermée, qui a maîtrisé et institutionnalisé les tensions hétérogènes internes. Il a obtenu la cohésion sociale avec l'invention de la tradition, avec l'imposition d'un certain degré d'homogénéisation sociale, avec la restriction des espaces ethniques, culturels, religieux, et il a fixé à tous des buts, par exemple le changement social et la modernisation. Ce rapport dialectique hétérogénéité/homogénéité est désormais devenu un rapport de type global/mondial. En conséquence, la diversité, le particularisme, le local, l'altérité, malgré la virulence de certaines revendications et contestations, coexistent avec l'unicité-uniformité du monde actuel et constituent les dimensions essentielles de la globalisation, des processus de mondialisation. L'étude d'une seule société ne permet pas de saisir ces réalités sociales nouvelles, ni les relatives « images du monde », ces constructions symboliques de la globalité produites par les processus en cours. D'où la nécessité pour la sociologie de changer d'orientation méthodologique, de délaisser l'analyse des sociétés locales et de devenir une sociologie internationale.

La théorie du système-monde et l'analyse culturaliste de la globalisation semblent foncièrement antagonistes, puisque la première privilégie les facteurs économiques et la seconde les aspects culturels et les formes de participation à l'unité de l'espèce humaine. Bien qu'il reconnaisse que certains processus de globalisation sont générés par les activités économiques, qu'ils contribuent à l'unification du monde, pour Roland Robertson les fondements de ces activités sont d'essence culturelle. C'est uniquement à la culture qu'il revient d'attribuer un sens à l'agir économique et de lui conférer une légitimité sociale. Pour cette raison, il est nécessaire d'inclure dans l'analyse de l'économie-monde les dynamiques culturelles produisant le développement de la conscience de la globalisation et les « images du monde » qui la représentent.

Ces deux orientations théoriques revitalisent la sempiternelle question de l'histoire de la sociologie, reformulée de façon attachante et perspicace par Immanuel Wallerstein en 1998, puis débattue âprement par d'autres au cours des derniers mois<sup>3</sup>. Ces deux orientations théoriques sont complémentaires. En effet, elles suggèrent qu'il faut donner une orientation nouvelle à la recherche sociologique, que celle-ci doit prendre en compte la complexité des phénomènes actuels. Dans cette perspective, l'une et l'autre systématisent des matériaux disparates, offrent des suggestions aux recherches à venir, proposent des approches intéres-

<sup>3</sup> I. Wallerstein, « L'héritage de la sociologie, la promesse de la science sociale », *Sociétés contemporaines*, n<sup>os</sup> 33-34, 1999, p. 159-194. Voir la réaction de R. Boyer, « Le paradoxe des sciences sociales : la vue d'un économiste 'dissident' », *La sociologie contemporaine*, vol. 47, n<sup>o</sup> 4, octobre 1999, p. 19-45.

santes. Elles laissent, il va sans dire, des questions sans réponses. Si la mondialisation/globalisation est un phénomène unique, comment rendre compte des divers ordres de réalité, des mondes distincts? Est-ce que les événements tragiques du Cambodge, de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Tchétchénie, les cruautés ethniques ici et là, les génocides rwandais, les purifications ethniques en Bosnie, au Kosovo, la décomposition du Liberia, de la Somalie, le démembrement de la Yougoslavie, sont à imputer aux dynamiques capitalistes, au fait que le marché a imposé à tous ses lois, au détriment des spécificités socioculturelles? Si le chaos ne s'est pas généralisé, il doit bien y avoir d'autres formes de régulation, peut-être moins puissantes et moins apparentes, mais néanmoins agissantes.

La sociologie de la globalisation et des « images du monde » néglige le fait que le cosmopolitisme, la culture déterritorialisée, le tourisme international, le consumisme, la peur du nucléaire, les préoccupations écologiques, les droits de l'homme, sont des phénomènes avant tout occidentaux. La globalisation en tant que conscience d'une unité, d'un ordre mondial et d'une harmonisation générale reste, dans le contexte des relations actuelles des pouvoirs entre les différentes sociétés et cultures, une hypothèse à repenser.

L'internationalisation de la production, les économies informelles, les flux des échanges, le capitalisme de marché, la mobilité et la rotation des capitaux, les marchés instables, les frontières perméables, les entreprises à forte intensité de capital, la vulnérabilité des travailleurs sans qualification, le chômage, la marginalisation, l'individualisation des risques, créent assurément une interdépendance entre les hommes et une interpénétration des sociétés. Les contraintes géographiques et temporelles comprimées par les nouvelles technologies de l'information et de la communication font apparaître des processus de destruction et de recomposition, d'intégration et de désintégration, d'érosion de la plupart des mécanismes de régulation habituels. Naturellement, l'impact sur la structure sociale (inégalité, pauvreté, exclusion), sur le travail (chômage, fragmentation des activités, morcellement des statuts, précarité) est considérable. Mais il est imprudent de réduire ces phénomènes à la mise en œuvre par le mode de production de mécanismes pour parvenir à des fins ou d'en trouver l'explication dans des déterminismes gouvernés par les lois de fonctionnement du système capitaliste. Certains pays arrivent néanmoins à se développer en profitant de leurs avantages comparatifs, tandis que pour d'autres le creusement des inégalités est inexorable. Pourtant, aucun ne veut être exclu des flux transnationaux et tous rappellent que le marché est une construction politique et juridique, que les interactions entre les décisions économiques et politiques sont capitales, car ce sont elles qui fixent les règles de l'échange.

Le système de la mondialisation comprend d'innombrables acteurs. Il ne coordonne pas automatiquement leurs actions et celles-ci ne produisent pas des effets équivalents. Les chefs des entreprises multinationales agissent autrement que les gestionnaires des fonds de pensions et d'investissements, autrement que les représentants des actionnaires et des investisseurs des fonds d'épargne salariale. Leurs orientations et leurs finalités n'appartiennent pas au même ordre.

Il y a tout d'abord les États. La mondialisation est le résultat des décisions des gouvernements et des parlements; c'est la résultante de leurs politiques commerciales, sociales, financières et économiques. Sans les politiques de stabilisation macro-économique, sans la libéralisation des marchés, sans la privatisation des

entreprises, sans le développement des infrastructures publiques, il n'y aurait pas d'économie de marché. Les États ont consolidé les marchés financiers en donnant la priorité aux taux d'inflation les plus bas, aux conséquences pouvant découler des niveaux des taux d'intérêt, en privilégiant les résultats tangibles et immédiats, en écartant toute action collective comportant une prise de risque, toute quête du bien commun à long terme. C'est grâce aussi à la politique de désinflation compétitive que les États européens ont pu aboutir à l'intégration de l'euro. L'histoire nous a appris que le capitalisme se soumet à n'importe quelle logique sociale puisqu'il sait que la valorisation et l'accumulation du capital ne sont possibles que s'il existe des règles et des normes, nationales et internationales. Ce sont les États, assistés par les organisations internationales contrôlées d'une manière ou d'une autre par les gouvernements (OMC, IOSCO, ISMA, ISO, Fonds monétaire international, Banque mondiale, OCDE), qui dans les faits élaborent des modèles normatifs, fixent les contraintes pour la coordination des actions, les font valoir (souvent assistés par des firmes d'audits et de consultants), les garantissent, les légitiment idéologiquement, avec ou sans l'aide du World Economic Forum de Davos. Ce sont encore les États qui décident souverainement quand et comment abandonner ou alléger les dettes des pays pauvres, qui cantonnent entre des frontières symboliques les populations considérées comme inutiles et indésirables et les tiennent à distance économique et culturelle, à l'écart des processus d'homogénéisation. Ce sont toujours les États qui peuvent limiter les effets des fractures sociales, contenir la pauvreté, l'exclusion et la ségrégation. Mais aussi d'autres organisations gouvernementales, comme le BIT, l'OMS, l'UIT, l'OMI, etc., luttent contre les excès de ces politiques, du néolibéralisme, pour la défense des intérêts des pays faibles, pour la protection sociale, pour l'emploi et le développement durable, pour le commerce équitable, contre la traite des migrants, pour la régularisation des clandestins. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a calculé que les transactions financières sur le marché des changes dépassent un milliard de dollars par jour et qu'une taxe de 0,1 % rapporterait quelque 150 milliards de dollars par an. Ce montant suffirait largement à l'éradication de la pauvreté dans le monde.

Les classes moyennes sont aussi des acteurs actifs politiquement. Elles sont favorables à la mondialisation, mais préoccupées de la montée des inégalités, de l'insécurité économique, de la remise en cause des systèmes de protection sociale, de l'augmentation de la clochardisation, de l'incivilité, soucieuses du ressentiment des exclus, de la criminalité quotidienne, des violences des désespérés, du terrorisme (du type de la secte Aum ou de l'attentat d'Oklahoma). Ces classes exigent une régulation, une gouvernance globale, des projets pour encadrer les politiques publiques, des actions pour agir sur le réel.

Dans cette même perspective se situent de nombreuses ONG et des représentants de la société civile, tels que le P7, Greenpeace, Amnesty International, ATTAC, ou encore les groupes de la galaxie spontanéiste, les manifestants de Seattle, de Washington et de Genève. Pour tous ces acteurs, les exigences d'ajustement et de compétitivité érodent les impératifs de la solidarité sociale et sont la cause du chômage, de la précarité, des inégalités, d'injustices innombrables, de l'augmentation de la délinquance, des violences, des peurs, des incertitudes, de la perméabilité des frontières, de la mise au pas des souverainetés nationales, de la « macdonaldisation » de la planète...

D'autres acteurs prennent une importance croissante : les juges, qui interviennent de plus en plus au-delà des limites des compétences territoriales juridiques ; les experts scientifiques, qui imposent leur arbitrage dans les dossiers internationaux les plus divers ; les gouverneurs des banques centrales, qui déterminent les choix monétaires ; les agences de presse internationales, qui contrôlent les informations livrées au public.

La capacité de ces acteurs individuels et collectifs de dérégler le système, d'en modifier le fonctionnement, d'en détourner les buts, ne doit pas être sous-évaluée. Ces acteurs en réseaux transforment les rapports de pouvoir et les relations interpersonnelles. Sans leur présence et leur participation active, la mondialisation ne serait qu'une fatalité, et la sociologie, une science des déterminations plaquées, après coup, sur les réalités historiques. Ces acteurs sont en train de faire apparaître de nouvelles légitimités, d'imposer de nouveaux rapports de force, de déstabiliser de nombreux enchaînements macrosociologiques, de faire émerger le besoin d'un ordre mondial structuré par le droit, d'un droit humanitaire régissant la souveraineté des États et les activités d'un tribunal international des droits humains. Un nouvel espace public qui associe les nouveaux acteurs est en train de surgir et de se constituer de façon rapide et soutenue<sup>4</sup>.

C'est vrai, il n'y a pas encore un pouvoir mondial institutionnalisé, effectif ; mais certains acteurs agissent dans des contextes complexes, interconnectés, interdépendants, et qui contribuent à l'émergence de modèles normatifs, fragiles et temporaires, et de réglementations multiples basées sur la logique de l'évitement des contradictions : des fréquences radio et télé aux voies aériennes, des télécommunications au trafic postal, des prescriptions contre les épidémies et les maladies infectieuses à l'assistance sanitaire et humanitaire, du prix équitable des médicaments à la normalisation des appareillages électriques. Les télécommunications numérisées, la robotique, l'informatique et les ordinateurs, Internet, les biotechnologies, la culture commune des sons et des images, accélèrent, accroissent la mutuelle dépendance de toutes les activités humaines. Dépourvus des traditionnels liens de causalité linéaire, ces activités se présentent aux chercheurs sous des formes enchevêtrées et indémaillables. Le temps réel sollicite les émotions, l'absence de temps morts change l'imaginaire ainsi que les modalités d'appréhension du réel et la perception du travail. La technoscience, le couplage de l'informatique et des machines réduisent le nombre des travailleurs, favorisent les délocalisations et raccourcissent les temps de production des biens comme ceux des services. Les rapports sociaux en sont modifiés, l'espace bascule dans l'intemporalité ou la simultanéité, dans l'urgence du présent. Les logiques de l'immédiateté et de la connexité deviennent déterminantes. Nos capacités d'interprétation, de sélection et de réorganisation sont ébranlées, elles deviennent tributaires de l'émotion et de la simplification. Les manières de voir, de vivre et de penser en sont transmuées, d'autant plus qu'il est aléatoire de séparer la vie réelle de l'existence virtuelle, l'authenticité de la simulation, le vrai du faux.

Devant un changement social si rapide, les identités se dissolvent, ainsi que les représentations qui fournissent les repères identificateurs et les vecteurs des inter-

<sup>4</sup> M. Gauchet, « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », *Le débat*, n° 110, mai-août 2000, p. 258-288.

dits, des permissions, des espoirs, de la résignation ainsi que de la puissance. Même les identités sociales ne proviennent plus des groupes d'appartenance, mais des modes d'interaction avec de nombreux acteurs et différents groupes. Elles ne sont plus stables et permanentes. On observe déjà des identités de substitution. Pour agir, pour poursuivre ses intérêts, il faut alors se redéfinir, se doter de nouvelles identités sociohistoriques, sources de sens, de stabilité, de légitimité. Dans le monde contemporain, l'identité culturelle, mieux l'identification culturelle (celle qui détermine les associations et les antagonismes, les alliances et les orientations pratiques), gagne de plus en plus en importance par comparaison aux autres dimensions de l'identité.

Bien que les référents sociaux demeurent fortement localisés, les antennes paraboliques font tout vivre en temps réel. Elles diffusent partout la même musique, les mêmes séries télévisées, les mêmes films, les mêmes scènes de la quotidienneté. Inévitables, donc, sont les emprunts, les imitations, l'uniformisation des besoins et des attentes, l'harmonisation de plusieurs aspects des modes de vie. Inévitables aussi, les comparaisons entre ce que nous sommes et ce que sont les autres. Inévitables, les convergences des questionnements et des revendications à propos de la perte de crédibilité de la classe politique, de la corruption, à propos des conséquences perverses de la régulation, de l'étiollement de la cohésion sociale. Partout, même dans les contrées les plus isolées, on peut observer l'émergence d'une société civile, la présence d'acteurs qui revendiquent les droits de l'homme, qui reconstruisent, sans soucis idéologiques et normatifs, leurs différences, leurs particularismes, et puis les transposent au niveau global, comme si la mondialisation était la seule voie de reconnaissance et de légitimation de leurs aspirations.

La mondialisation est un phénomène complexe, multidimensionnel, qui remarie le système avec les acteurs. En tant que marché, organisation de la production des biens et des services, en tant que mécanisme de valorisation et d'accumulation du capital, elle décloisonne les frontières, libéralise les échanges, fait circuler librement les capitaux, sans aucunement tenir compte des attentes des salariés. Dans certains cas, elle met en cause le conservatisme catégoriel et contribue ainsi à moderniser les rapports sociaux. Elle est aussi l'idéologie qui voudrait imposer et légitimer la régulation marchande de l'ordre mondial.

Cependant, tous les phénomènes contemporains ne peuvent pas être expliqués par la mondialisation économique. Il est hasardeux de lui imputer la responsabilité de nos malheurs sociaux, d'en faire le pouvoir maléfique par essence. Il existe de multiples mondialisations et globalisations qui s'impliquent les unes les autres, qui touchent des ordres de réalité divers et distincts : le sport, les divertissements, le tourisme, la médecine, la science, le droit, le crime organisé, l'enseignement, le milieu des médias, etc. Il est ici superflu d'analyser toutes ces mondialisations. Il suffit de rappeler que ces mondes distincts utilisent les mêmes technologies de l'information et de la communication. Simples moyens vides de finalités, ces technologies ne véhiculent aucun projet politique précis, elles ne dictent pas les modalités d'organisation de leur emploi ; elles ne transforment pas automatiquement l'individu et la société, ne les soumettent pas à une logique systémique. En faire des croyances, une idéologie de l'action au service d'enjeux économiques, un moyen de renforcer l'emprise des agents œuvrant à l'expansion du modèle capitaliste, est dans l'ordre des choses. Mais ces technologies servent aussi à sub-

vertir les hiérarchies pyramidales, à bloquer les initiatives, à rééquilibrer les rapports hommes-femmes, société civile-État autoritaire, ONG-parti unique, ou encore à résister à certaines valeurs et normes, à s'opposer à la coexistence de différents niveaux culturels dans un lieu déterminé, à détruire le lien social qui relie l'un à l'autre. Suppriment-elles les expériences humaines directes, rendent-elles cohérentes les convictions ? Oui, lorsque l'activité médiatisée par l'outil est standardisée ; non, lorsque l'activité est complexe et nécessite une forte dose d'invention et d'interactivité. Ces technologies ne sont pas définissables de façon unique. Caractérisées d'une incertitude objective, elles ne véhiculent ni des orientations ni des significations précises.

Il existe une idéologie de la mondialisation qui accouche d'une pensée unique, mais qui s'accommode sans états d'âme des diversités, des pluralismes, des complexités. Cette idéologie proclame l'universalisme, mais pratique un relativisme adéquat à tous les systèmes de valeurs et à toutes les situations historiques particulières. D'autre part, les valeurs au fondement de la mondialisation ne s'imposent pas à tout sujet, quel qu'il soit. Elles sont soumises, à partir d'un répertoire culturel et historique donné, à des modes d'appropriation, de réinvention, d'ajustement. Les valeurs traditionnelles sont consolidées par ces réinterprétations et réinventions. En effet, des représentations traditionnelles véhiculent le modèle capitaliste et l'économie de marché dans certains pays d'Asie et d'Afrique. Là où il y a rejet, réactions identitaires, conflits, on invoque et proclame les principes fondamentaux de l'universalisme (l'autodétermination, les droits de la personne, la spécificité de la culture), plus au titre de l'émotif et de l'affectif, de fins dispersées et incertaines, qu'à celui de la raison et de la hiérarchie des choses.

Amartya Sen essaie de redéfinir les fondements de ce nouvel universalisme en mettant l'accent sur les capacités fondamentales des personnes, sur leurs droits aux biens fondamentaux, sur le pouvoir de les réclamer, sur la liberté d'option, sur la situation historique particulière, sur la particularité qu'impose la condition humaine inscrite dans le temps historique.

Le sociologue peut aisément réinscrire les acteurs dans le système, reconnaître les multiples mondialisations qui s'impliquent les unes les autres, distinguer entre la mondialisation en tant qu'idéologie et ses pratiques effectives. Les difficultés majeures viennent du fait que dans les multiples mondialisations les fins ainsi que les représentations finalisées ne sont détectables que sur une très longue durée. A courte échéance, le sociologue peut observer les moyens, leur efficacité relative, les justifications de l'agir, les repères instables et incertains à la base de convictions floues, des rejets ou des adoptions, la crise de la subjectivité, de l'intériorité, de l'identité, du lien social. Dès lors, à défaut d'indicateurs symboliques et spatiaux, de valeurs collectives valables pour tous, ses généralisations, ses classements, ses systématisations ne l'aident pas à établir si les mondialisations sont porteuses de contradictions fondamentales ou de convergences possibles, si à travers les reformulations des enjeux et des institutions elles préparent à l'intégration, à une rationalité fondée sur la compatibilité des significances, ou si elles visent à fonder exclusivement une normativité tournée vers les pratiques quotidiennes.

Envahis que nous sommes par le présent immédiat, avec ses dangers et ses incertitudes, ses violences et ses misères, nous avons oublié l'histoire et perdu le futur. Il est temps de revenir au projet primordial de la sociologie, selon lequel les

sociétés se nourrissent de diversités de conflits, de valeurs et de symbolisations, les choix dictés par les désirs et les intérêts sont réversibles et éphémères, alors que ceux inspirés par les enracinements, les mythes, les espérances, les valeurs sont plus durables et contraignants. L'histoire nous montre que les sociétés peuvent trouver les moyens de réguler les conflits et de les rendre productifs, qu'elles savent le faire et pourraient le faire aujourd'hui<sup>5</sup>. La politique et la démocratie sont les instruments pour réaliser un monde commun habitable, partageable, conciliant les cultures, les aidant à voir ce qui leur est extérieur, à reconnaître les différences, à respecter l'éthique de la non-violence.

J'emprunte la conclusion de cet article trop rhapsodique à mon ami Jean Starobinski, qui dans le très bel essai « La présence au monde »<sup>6</sup> a écrit ce qui suit :

L'éthique de la non-violence [...] n'engage aucun individu à en rabattre sur son désir de l'universel ou de l'absolu, ni à sacrifier en rien les moyens figurés (et si souvent métaphoriques) à travers lesquels il l'appréhende.

Elle consiste à reconnaître le lieu particulier – le monde actuel et concret – à partir duquel nous formulons cette visée de l'universel, et à reconnaître que d'autres visées que la nôtre partent d'un autre lieu particulier, d'une autre existence incarnée. L'universel se réalise dans la reconnaissance commune de la particularité qu'impose notre condition, par quoi notre vie s'inscrit dans le temps historique. Une telle reconnaissance signifierait l'abolition du conflit sans l'abolition des identités. Nous en sommes éloignés, certes, mais cela n'interdit pas d'y penser et d'en faire une norme.

*Institut d'anthropologie et de sociologie*  
*Université de Lausanne*

<sup>5</sup> R. Axtmann, « Society Globalization and the Comparative Method », *History of the Human Sciences*, vol. 6, n° 2, 1993, p. 53-74.

<sup>6</sup> J. Starobinski, « La présence au monde », dans *Incertaine planète*. Textes des conférences et des entretiens organisés par les trente-cinquièmes Rencontres internationales de Genève 1995, Boudry-Neuchâtel, À la Baconnière, 1996, p. 15-32.